

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**CENTRE NATIONAL DES RESSOURCES
DE L'EDUCATION NON FORMELLE
(CNR-ENF)**

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

**RAPPORT GENERAL DE L'ATTELANTRE
NATIONAL DE BILAN PROGRAMMATION
SUR L'EDUCATION NON FORMELLE**

BAMAKO, 23 - 24 MARS 2005

Rapporteurs :

Mme Coulibaly Sira Tamboura CNR-ENF
M. Zoumana Koné AMADICO/J4
M. Moussa Sacko CNR-ENF

Coordination :

Cellule Partenariat

SOMMAIRE

- I. Introduction
- II. Objectifs de l'atelier
- III. Méthodologie
- IV. Résultats des travaux
- V. Conclusion.

A N N E X E S

Rapports journaliers :

Jour	I
Jour	II
Jour	III
Jour	IV

- Résultats des travaux du groupe I
- Résultats des travaux du groupe II
- Bilan Programmation 2004-2005 CNR-ENF.
- Bilan Programmation 2004-2005 DNEB.
- Synthèse des différentes communications des A.E.
- Recommandations du séminaire.
- Motion des Maires au Gouvernement malien.
- Motion de remerciement aux PTF
- Termes de référence
- Discours d'ouverture
- Discours de clôture
- Programme du séminaire
- Liste des participants.

I. INTRODUCTION.

L'An Deux Mille Cinq, du 21 au 24 mars s'est tenu dans la salle de Conférence du Centre National de Ressources de l'Education Non Formelle (CNR-ENF), le Séminaire National Bilan-Programmation sur l'Education Non Formelle, organisé par le CNR-ENF avec l'appui financier des Pays-Bas / Suède et de l'UNESCO.

Ce séminaire a enregistré la participation des personnalités suivantes :

- la Conseillère Technique chargée de Genre au Ministère de l'Education Nationale (MEN),
- Madame le Recteur de l'Université,
- le Directeur National de l'Education de Base (DNEB),
- le Directeur National du Centre National de l'Education (CNE),
- le Directeur National de l'Enseignement Technique et Professionnel,
- le Directeur National de l'Institut des Langues Abdoulaye Barry (ILAB),
- le Secrétaire Général de l'Académie Africaine des Langues (ACALAN),
- l'Administrateur de la Fondation Karanta,
- les Partenaires Techniques et Financiers,
- Le Directeur du Centre National de Ressources de l'Education Non Formelle (CNR-ENF).

Une Minute de silence a été observée à la mémoire de Feu Assémoye Kéïta Chef de la Section Audio (Cellule Communication) CNR-ENF et de feu Issiaka Tembiné Conseiller Technique au Ministère de l'Education Nationale (MEN).

Placée sous la présidence de Monsieur Gouro Diall, Conseiller Technique au Ministère de l'Education Nationale, Chargé de l'Education Non Formelle (ENF), représentant du Ministre, La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux discours :

- le premier, relatif aux mots de bienvenue aux participants, a été prononcé par le Directeur du CNR-ENF. Il était axé sur la capitalisation et la concentration des activités de l'ENF, son financement par la mise en place d'un fonds d'appui, et la nécessité de la formation professionnelle des produits de l'ENF.
- le deuxième, discours d'ouverture, a été prononcé par le Conseiller Technique en Chargé de l'ENF qui, dans son intervention, a mis l'accent sur la forte demande éducative des populations, sur la nécessité de la formation professionnelle. Il a lancé une invitation à l'ensemble des acteurs de l'éducation afin qu'ils accordent beaucoup plus d'intérêt au sous-secteur de l'ENF qui de nos jours est une question nationale transversale.

En termes d'insuffisance, il notera l'absence de politique nationale d'ENF dont l'élaboration est en cours.

Faisant foi en la qualité et à l'expérience des participants, il a déclaré ouvert le Séminaire Bilan-Programmation de l'Education Non Formelle.

Après une brève suspension de séance, il s'en est suivi la présentation des participants et la mise en place du Bureau de l'atelier composé comme suit :

Président : Mr. Gouro Diall Conseiller Techn. MEN.

1^{er} **Vice Président** : Mr Ngolo Konaté DAE Kayes

2^{ème} **Vice Président** : Mme Djiré Mariam Diallo 4^{ème} Adjointe au Maire de la Commune III.

Rapporteurs généraux :

- Mme Coulibaly Sira Tamboura CNR-ENF - Cellule Priorité Femme/Filles.
- Mr Zoumana Koné AMADICO J4
- Mr Moussa Sacko CNR-ENF - Cellule Formation

Ensuite le programme de l'atelier a été soumis aux participants qui l'ont amendé et adopté.

II. Objectifs de l'Atelier :

L'atelier a pour objectifs, de :

- Faire la synthèse nationale des activités de l'éducation non formelle ;
- Capitaliser les acquis dans le sous-secteur ;
- Identifier les problèmes, les difficultés et les contraintes ;
- Dégager les perspectives.

III. Méthodologie :

La méthodologie de l'atelier a consisté en des communications suivies des débats et des travaux d'atelier.

Au cours des premières, les problèmes identifiés dans les différentes zones d'intervention de l'Education Non Formelle ont été présentés et discutés.

Au cours des secondes, des réflexions ont été faites sur les questions-clés suivantes afin de faire des propositions :

- le financement de l'ENF,
- les stratégies pour une participation plus accrue des élus communaux dans la gestion des CED et des CAF,

- le suivi des activités de l'ENF,
- l'organisation et le renforcement des capacités de la société civile autour de l'ENF,
- les stratégies pour la mise en œuvre de la formation qualifiante des finalistes des CED et des néo-alphabètes,
- les difficultés d'implantation des CED et CAF dans les zones nomades du Nord et dans le District de Bamako,
- le statut et la prise en charge des Educateurs et Animateurs.

IV. Résultats des Travaux :

A la suite de réflexions faites autour des questions-clés et sur la base de constats, l'atelier a fait des propositions par rapport à certains points :

- Le financement de l'ENF :
 - A ce niveau, il a été constaté l'insuffisance de prise en charge et l'atelier a donc proposé le financement intégral de l'Education Non Formelle.
- L'insuffisance du Suivi des activités des CED et CAF :
 - Ici le constat est que des difficultés se posent quant au suivi par faute de financement. Il a alors été proposé que l'Etat prenne en charge totalement le suivi de l'ENF tant au niveau local, régional que national.
- La difficulté d'installation des CED/CAF au Nord et en zone urbaine :
 - Il a été proposé d'intensifier la sensibilisation de la population afin de conscientiser les leaders d'opinion, de mener des études sur l'implantation des CED/CAF en milieu spécifique, créer et approvisionner les cantines CED d'apprenants à parents nomades.
- Le statut et prise en charge des Educateurs - Animateurs :
 - L'atelier a proposé le paiement de salaires et charges sociales aux éducateurs et animateurs.

Les résultats des différents ateliers sont annexés au rapport général de l'Atelier.

V. CONCLUSION :

Après lecture du rapport général, des recommandations et motions de remerciements, le Secrétaire Général représentant le Ministre de l'Education Nationale, dans son discours de clôture, s'est réjoui des résultats auxquels les travaux ont abouti. Ces résultats sont entre autres : la synthèse nationale des activités de

l'Education Non Formelle, les acquis dans le sous-secteur, l'identification des problèmes et leurs solutions.

Il a remercié tous les participants au nom du département de l'Education tout en mettant l'accent sur l'implication plus grande des acteurs à la base dans la mise en œuvre de l'Education Non Formelle et la préparation de la phase de la formation qualifiante des finalistes CED dont les premières cohortes encadrées sur financement du PISE sortiront en 2006.

Tout en souhaitant un bon retour aux uns et aux autres dans leurs foyers respectifs, il a déclaré clos les travaux de l'Atelier Bilan-Programmation de l'Education Non Formelle (ENF) 2004-2005.

Le Séminaire.

ANNEXES

ANNEXE I : Rapports Journaliers



Il a été marqué par les présentations bilans des structures suivantes : CNR-ENF, DNEB, AE Kayes, AE Kita, AE Koulikoro, AE Kati, District de Bamako, suivies de questions-réponses. Ces différentes Communications s'articulent autour des points suivants :

- Etat des lieux de l'ENF
- Bilan des activités 2003-2004
- Programmation 2005
- Recommandations.

Au regard de ces différents exposés, les débats ont essentiellement porté entre autres sur :

- l'absence de politique nationale de l'ENF,
- l'insuffisance du suivi pédagogique des CED et CAF,
- l'exécution de projets sur le terrain par le CNR-ENF,
- la prise en charge des Educateurs et Animateurs,
- le Fonds micro-projet,
- l'absence de coordination entre les intervenants sur le terrain dans le domaine de l'ENF,
- la faible implication des collectivités dans la mise en œuvre des activités d'ENF,
- l'insuffisance de formation des acteurs de l'ENF surtout les membres des comités de gestion des CED et des CAF.

Tous les points soulevés ont fait l'objet de réponses satisfaisantes. L'atelier a recommandé qu'un cahier de charges des ONG soit proposé par les différents groupes de travail.

Le programme de la journée étant épuisé les travaux ont pris fin à 18H20 mn.

- Après lecture, amendement et adoption du rapport de la veille, la deuxième journée a été principalement dominée par les présentations des rapports Bilan-programmation des AE de Sikasso, Koutiala, Ségou, San, Mopti, Douentza, Tombouctou, Gao et Kidal.

Les communications ont obéi au même canevas de présentation que celles de la veille, exceptés Sikasso et Koutiala où, même si les points traités dans les rapports précédents s'y retrouvent, ils le sont dans un ordre différent.

En plus des thèmes soulevés lors des derniers exposés, d'autres aspects sont apparus et ont été débattus par les participants avec intérêt. Ce sont :

- le désarroi de l'alphabétisation dans la Région de Sikasso suite au retrait de la CNDT des activités de l'ENF. L'atelier a fait remarquer que ce retrait ne justifie pas le recul de l'alphabétisation ;
- le médium d'enseignement dans les Régions, singulièrement dans la Région de Mopti. Ce point jugé commun à d'autres Régions ne peut plus faire l'objet de débats ici, au risque de créer une frustration.
- les stratégies d'appropriation communautaire et de pérennisation des activités de l'ENF.
- l'autonomisation des apprenants et auditeurs.
- Tenir compte des capacités financières matérielles et humaines des Communautés et Collectivités Territoriales pour la création des CED.
- La non maîtrise du calcul du taux d'alphabétisation par les services techniques.
- La difficulté de création de CED dans la région de Kidal. Par rapport à ce point, l'atelier a inclus dans les questions-clés, un point intitulé : << difficultés d'implantation des CED et des CAF dans les zones nomades >>, à traiter dans les travaux de groupe.

Au terme des débats souvent houleux des réponses idoines ont été données à toutes les questions soulevées.

La séance fut levée à 18H31 mn.



- Les travaux ont commencé par la lecture l'amendement et l'adoption du rapport du jour 2.

Ensuite les participants ont été repartis en deux groupes de travail autour des questions-clés suivantes :

- Le financement de l'ENF,
- Le suivi des activités de l'ENF,
- Le statut et la prise en charge des éducateurs et des animateurs,
- Les stratégies pour une participation plus accrue des élus communaux dans la gestion des CED et les CAF,
- L'organisation et le renforcement des capacités de la société civile autour de l'ENF,
- Les stratégies pour la mise en œuvre de la formation qualifiante des finalistes des CED et des néo-alphabètes,
- Difficultés d'implantation des CED/CAF dans les zones nomades.

Les travaux d'atelier se sont étalés sur le reste de la journée.



Après lecture du rapport du jour 3, le rapport a été adopté sans amendement. Ensuite l'atelier a été informé de la petite modification apportée au programme du jour: relative à l'organisation de la cérémonie de clôture.

Pour la lecture des motions aux PTF et des principales recommandations du séminaire, Messieurs Yamoussa Kanta, Doyen des DAE, et Doutié Doumbia, Doyen des Maires, ont été désignés.

Les travaux proprement dits ont commencé avec la plénière consacrée à la présentation des résultats des ateliers sur les questions-clés.

De cette présentation, il est ressorti que les deux groupes ont adopté la même démarche :

Etat des lieux, constats, propositions :

A la suite de cette présentation, les débats ont porté entre autres sur :

- la prise en charge totale du Suivi-Evaluation par l'Etat,
- le statut des Educateurs : payement de salaire et charges sociales,
- la difficulté d'implantation du CED dans le District de Bamako qui a autant besoin de CED que le milieu rural.

Un groupe a été désigné pour la rédaction des recommandations et des motions de remerciements.

Le CNR-ENF a présenté les outils de Suivi de l'ENF qui sont de trois niveaux :

- collectes de données CED-CAF
- outils de synthèse CED - CAF
- outils récapitulatif CED - CAF.

Les participants ont été rassurés de l'imminence de la formation des chargés des CAF et CED au niveau des CAP et des Académies, au cours de laquelle le calcul du taux d'alphabétisation sera pris en compte.

ANNEXE II : LES TRAVAUX DE GROUPE

Groupe I.

Les questions clés suivantes ont été traitées en atelier :

1. Le financement de l'ENF ;
2. Le suivi des activités de l'ENF ;
3. Le statut et la prise en charge des éducateurs et des animateurs ;
4. Les stratégies pour une participation plus accrue des élus communaux dans la gestion des CED et des CAF ;
5. L'organisation et le renforcement des capacités de la société civile autour de l'ENF ;
6. Les stratégies pour la mise en œuvre de la formation qualifiante des finalistes des CED et des néo-alphabètes,
7. Difficultés d'implantation des CED/CAF dans les zones nomades et urbaines : cas du District de Bamako.

Ensuite le Président désigne deux secrétaires de séance pour démarrer les activités.

1. Le financement de l'ENF :

- Identification des acteurs de financement qui sont : Etat, communautés / collectivités, familles, ONG, Associations, Organisations privées, Partenaires techniques et financiers, Organismes publics à caractère professionnel, Organismes à caractère confessionnel.

➤ Etat :

▪ Difficultés :

- Prise en charge insuffisante de l'ENF par l'Etat,
- Faible implication de l'Etat dans le financement de l'ENF,
- L'ENF demeure tributaire des financements extérieurs,
- Non-transfert des ressources énoncées et insuffisance des ressources internes,
- Non-intégration de l'ENF dans les plans de développement des Communes.

▪ Propositions :

- Relecture des textes de la décentralisation pour une meilleure prise en charge de l'ENF,

- Elaboration et mise en œuvre d'une politique de l'ENF,
- Prise en charge suffisante de l'ENF dans les différentes phases du PRODEC et autres programmes de développement,
- Constitution d'un fonds national pour l'ENF,
- Diligenter le processus de transfert des ressources aux collectivités pour la promotion de l'ENF.

➤ communautés / collectivités :

▪ Difficultés :

- Engagement timide des Communautés dans le financement de l'ENF,
- Pauvreté de certaines Communautés,
- Faible capacité financière des Communautés,
- Insuffisance d'organisation et de sensibilisation pour la prise en charge de l'ENF,
- Mauvaise répartition des ressources.

▪ Propositions :

- Inclure le financement de l'ENF dans les plans de développement communaux,
- Mobiliser des ressources internes pour le développement de l'ENF dans le budget annuel des communes,
- Assurer la promotion de l'ENF à travers des activités de jumelage / coopération,
- Inclure le financement de l'ENF dans les budgets annuels des Communes.

➤ Familles :

▪ Difficultés :

- Pauvreté,
- Insuffisance d'information et de sensibilisation sur l'ENF.

➤ ONG :

▪ Difficultés :

- Caractères aléatoires du financement des ONG,
- Forte sollicitation des ONG par rapport à leurs moyens financiers,
- Duplication des activités des ONG par manque de coordination,
- Désintérêt de certaines ONG pour l'ENF,
- Méconnaissance par les structures déconcentrées de l'Education du financement accordé aux ONG,
- Organismes publics à caractère professionnel et confessionnel,

- Méconnaissance de leur financement et activités par les structures déconcentrées de l'éducation.

➤ Organisations privées :

▪ Difficultés :

- Non-intervention dans le financement de l'ENF,

▪ Propositions :

- Renforcement par l'Etat des capacités opérationnelles des ONG (Faire-faire),
- Mettre en place un système fonctionnel de communication entre ONG, collectivités, PTF et structures déconcentrées de l'Education,
- Intensifier la médiatisation des activités de l'ENF,
- Promouvoir un réseau d'ONG professionnel dans le domaine de l'ENF,
- Mettre en place un cadre de concertation et de coordination entre ONG, et entre ONG et services déconcentrés de l'éducation.

➤ PTF :

▪ Difficultés :

- Retard dans le financement,
- Insuffisance dans la couverture zonale,
- Insuffisance du nombre de PTF engagé dans le financement de l'ENF,
- Insuffisance de conditionnalité d'accès au financement des PTF.

2. Suivi des activités de l'ENF :

2.1. Le suivi des activités de l'ENF :

Il se fait à trois niveaux :

- Niveau local : par les comités de gestion.
- Niveau intermédiaire : par les CAP, les AE et les Superviseurs des partenaires.
- Niveau national : par DNEB, CNR-ENF, CNE.

CONSTATS.

- Le suivi est irrégulier.
- Retard dans le suivi.
- Activité tributaire du financement extérieur.

PROPOSITIONS.

- Assurer le suivi régulier des centres (au plus tard en Avril).
- Prévoir les activités de suivi dans le budget national.
- Doter les agents de suivi en moyens logistiques.

ETAT DES LIEUX.

- Manque de moyens logistiques.
- Non prise en compte des frais de supervision des DAE.
- Insuffisance de l'outil informatique pour la gestion des données de l'ENF.
- Insuffisance des moyens de reproduction et multiplication des outils de collecte des données.
- Irrégularité de l'organisation des ateliers de bilan programmation régionaux;
- La non fonctionnalité du cadre de concertation et du suivi des activités des intervenants de l'ENF.
- Les agents chargés de l'ENF et les superviseurs des ONG ne sont pas formés aux règles de transcription, aux techniques de suivi-évaluation et à l'utilisation des outils de suivi-évaluation.
- Le suivi est irrégulier.
- Manque de moyens logistiques pour assurer le suivi.
- Non intégration des activités de suivi dans le plan d'action régional.
- Existence d'un schéma dans le guide d'information et de gestion des CED.
- Non installation des comités de gestion dans certains CED.
- Les membres des comités de gestion n'ont pas été formés à leurs rôles et responsabilités exceptés les CED Plan.

PROPOSITIONS.

- Dotation des chargés des CED et CAF en moyens logistiques adéquats et entretien.
- Prévision des frais de supervision des CAF et CED dans les budgets des AE
- Dotation des AE et CAP en outils informatiques suffisants
- Prise en compte dans les budgets AE des frais de reproduction et de multiplication des outils de collectes et suivi des ENF
- Formation des agents chargés CAF et CED en système de collecte et de traitement des données du suivi de l'ENF
- Prise en compte des ateliers régionaux dans les budgets des AE
- Redynamiser le cadre de concertation et de suivi des intervenants ENF
- Disséminer les informations collectées (mise à disposition pour usage).
 - Doter les comités de gestion en guide d'implantation et gestion des CED,
 - Mettre en place les comités de gestion là où ils n'existent pas.
 - Former les membres des comités de gestion à leurs rôles et responsabilités.

- Assurer un suivi régulier des centres.
- Doter les agents chargés de suivi en moyens logistiques.
- Prendre en charge les activités de suivi de l'ENF dans le budget régional.

Centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF)

CONSTAT :

Niveau local :

- Suivi assuré par les comités de gestion d'alphabétisation.

Niveau intermédiaire :

CONSTAT :

- Suivi (irrégulier) assuré par les chefs de ZAF.
- Les agents des AE et CAP ne sont pas formés.

PROPOSITIONS :

- Former les agents des AE et des CAP aux règles de transcription des langues nationales, aux techniques de suivi-évaluation, à l'utilisation des outils de suivi-évaluation
- Assurer le suivi régulier par les agents des AE et CAP.

Niveau national :

CONSTAT :

- Absence totale de suivi.

PROPOSITION :

- Assurer le suivi national au moins une fois l'an.

3. Le Statut et la prise en charge des Educateurs et des Animateurs :

a) Statut :

- 1) Création d'un corps pour les éducateurs du CED :
(Conventionnaire) par une certification matérielle () éducateurs niveau 9è et plus.
- 2) Création d'un corps pour les animateurs CAF (Contractuels) :
Animateur niveau 6èA ou anciens néo-alphabètes confirmés.

b) Prise en charge :

La prise en charge des éducateurs et animateurs doit être effectivement assurée par les budgets communaux. Cette prise en charge doit être annuelle (salaire fixe, sécurité sociale, immatriculation à l'INPS).

4. Les stratégies pour une participation plus ancienne des élus communaux dans la gestion des CED et des CAF :

- Créer et dynamiser un cadre de concertation entre les élus et les services déconcentrés de l'Education ;
- Prise en charge annuelle de l'ENF dans les PD Sect. ;
- Formation continue des élus ;
- Transfert des compétences et des ressources aux communes pour une meilleure implication et une participation plus active dans la gestion des CED et CAF.

5. Organisation et le renforcement des capacités de la société civile autour de l'ENF :

I. CONSTATS.

- Caractère aléatoire du financement des ONG ;
- Forte sollicitation des ONG par rapport à leurs moyens financiers ;
- Duplication des activités des ONG par manque de coordination ;
- Désintérêt de certains ONG pour l'ENF ;
- Reconnaissance par les structures déconcentrées du financement accordé aux ONG ;
- Organismes Publics à caractère confessionnel et professionnel ;
- Reconnaissance de leur financement par les structures déconcentrées de l'Etat ;
- Non intervention dans le financement de l'ENF.

5.1. Propositions :

- Renforcement par l'Etat des capacités opérationnelles des ONG (faire-faire) ;
- Mise en place d'un système fonctionnel de communication entre les ONG, Collectivités, P.T.F., Structures déconcentrées ;
- Intensification de la médiatisation des activités de l'ENF ;
- Promotion d'un Réseau d'ONG Professionnelles dans le domaine de l'ENF ;
- Mise en place d'un cadre de concertation et de coordination des ONG, et les ONG et Structures déconcentrées de l'Education.

6. Les Stratégies pour la mise en œuvre de la formation qualifiante des finalistes des CED et des Néo-alphabètes :

- Faire une enquête auprès des apprenants, des parents, et des néo-alphabètes pour déterminer les filières de formation des finalistes et néo-alphabètes en vue de leur orientation ;
- Répertorier les filières de formation existant dans leurs milieux ;
- Mettre en place des pools de formation ;
- Recenser les personnes ressources capables d'assurer leur formation professionnelle (APCMM) ;
- Former et équiper les artisans pour l'encadrement ;
- Traduire les modules de formation dans les langues nationales ;
- Equiper les finalistes CED et les néo-alphabètes après leur formation professionnelle ;
- Faciliter leur accès aux Prêts bancaires ;
- Demander aux autorités communales et villageois d'accorder des facilités aux finalistes et néo-alphabètes ;
- Constitution des éléments ainsi formés en groupement d'intérêts.

7. CED dans les zones nomades :

Etat des lieux.

- Non appropriation de la philosophie des CED par les Communautés ;
- Non motivation pour les CED ;
- Ouverture tardive des CED dans le District ;
- Manque de Site pour les CED.

Propositions.

- I.E.C autour des CED ;
- Création et approvisionnement des cantines ;
- Appui aux communautés pour la mise en charge des CED ;
- Construction centre ;
- Cahiers, craies, bics ;
- Prise en charge éducateurs ;
- Terrain pour la construction des CED ;
- Ouverture des CED dès Octobre comme au Classique.

Groupe II.

Les mêmes questions clés ont été traitées en atelier par le groupe II :

I. Le financement de l'ENF :

Etat des lieux : Les sources de financement de l'ENF sont : l'Etat, les PTF, les ONG, les Collectivités et les Communautés.

Domaines d'intervention :

a) Etat :

- Prise en charge du salaire du personnel d'encadrement des structures de l'état (CAP, AE) et au niveau national ;
- Prise en charge du matériel didactique, de la formation du suivi ;
- Appui à la prise en charge des éducateurs CED.

b) Les PTF / ONG internationales :

- Formations, construction, équipement, suivi-évaluation ;
- Matériel didactique ;
- Motivation des animateurs et des éducateurs.

c) Communautés :

- Formation, construction des infrastructures, équipements ;
- Motivation du personnel.

• Propositions :

- Coordination du financement,
- Accélération du processus de transfert effectif des compétences et des ressources,
- Plaidoyer auprès des partenaires pour intervenir dans les zones non couvertes.

II. Le suivi des activités de l'ENF :

Etat des lieux :

Le suivi est fait par : les comités de gestion et les CAP. La supervision est faite par : l'AE, la DNEB, le CNR-ENF, les PTF, la Société civile.

Constat : Irrégularité du suivi dans les structures où il n'y'a pas un partenaire qui accompagne.

Propositions :

- Que le suivi et la supervision soient assurés par l'état,
- Mettre à la disposition des acteurs de suivi des outils appropriés et les former.

III. Le statut et la prise en charge des éducateurs et des animateurs :

- Le statut :

Etat des lieux :

- Les éducateurs CED sont des contractuels des communes et des communautés à contrat déterminé ;
- La disparité de traitement des éducateurs d'une région à l'autre ;
- La disparité de la subvention de l'état d'une région à l'autre.

Propositions :

- Harmoniser le traitement des éducateurs et la subvention de l'état dans tout le pays ;
- Réfléchir sur la possibilité d'engager les éducateurs comme agents des communes et des communautés par le département ;
- Mettre à la disposition des AE et des communes les textes relatifs à la subvention de l'état aux éducateurs.

IV. Stratégie pour une participation plus accrue des élus :

Etat des lieux :

- Insuffisance de création des CED ;
- Méconnaissance des maires de leur rôle dans la gestion des CED ;
- Mauvais fonctionnement des centres ;
- Insuffisance de l'implication des élus dans la gestion des communes.

Propositions :

- Organiser des rencontres de concertation entre les partenaires autour du DAE à la rentrée et à la fermeture ;
- Rendre fonctionnel la commission chargée de l'éducation au niveau des mairies ;
- Créer un cadre de concertation entre les services déconcentrés et les mairies ;
- Rendre opérationnels les cadres de concertation du PISE ;
- Rediffuser plusieurs fois la documentation relative au guide d'implantation des CED.

V. Organisation et renforcement des capacités des sociétés civiles autour de l'ENF :

Etat des lieux :

- Manque de coordination et collaboration entre l'état et la société civile ;
- Insuffisance des compétences de certains intervenants ;
- Disparité d'intervention des partenaires ;
- Manque de communication entre partenaires ;
- Insuffisance d'information sur les intervenants.

Propositions :

- Harmoniser les approches et les outils ;
- Faire l'inventaire dans toutes les ONG ;
- Œuvrer à la coordination à travers des cadres de concertation.

VI. Stratégie pour la mise en œuvre de la formation qualifiante des finalistes des CED et des néo-alphabètes :

Etat des lieux :

- Existence à Missabougou d'un centre de formation professionnel (à l'intention des néo-alphabètes), (formation par alternance) ;
- En dehors de ce centre il n'ya pas ailleurs de centre de formation qualifiante ;
- Démarrage de la formation pré-professionnel pour les CED ... de Kayes et Bougouni.

Constats :

- Insuffisance de communication ;
- Non identification des besoins de formation des apprenants excepté à Kayes.

Propositions :

- Procéder à l'identification des besoins de formation professionnelle à partir de la 3èA.
- Faire un lobbying à l'endroit des partenaires pour la formation professionnelle ;
- Améliorer la communication entre les partenaires.

VII. Difficultés d'installation des CED dans les zones nomades :

Etat des lieux :

- Insuffisance voire absence de centre CED dans les zones nomades ;
- Difficulté de recrutement et de maintien des apprenants ;
- Mobilité des sites CAF ;
- Absence totale de partenaire.

Propositions :

- Intensifier la sensibilisation de la population ;
- Adapter les stratégies de formation en ENF à l'environnement (Nombre d'apprenants) ;
- Conscientiser les leaders d'opinion ;
- Mener des études sur l'implantation des CED et des CAF en nombre spécifique ;
- Créer et approvisionner les cantines au niveau des CED d'apprenants à parents nomades ;
- Echange d'expériences entre les communautés en matière de CED et CAF.

ANNEXE III

Introduction

- I. Présentation de l'Education non Formelle**
- II. Le bilan des activités du CNR-ENF (Résultats atteints en 2003-2004)**
- III. Les conclusions de la dernière mission conjointe de suivi du PISE**
- IV. La programmation pour 2005**
- V. Difficultés essentielles dans la mise en œuvre des activités**
- VI. Les perspectives**

Conclusion

Introduction

L'année 2004 a vu la réalisation d'un certain nombre d'activités prioritaires pour le CNR-ENF par rapport au plan d'action national, au cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, et au programme gouvernemental.

Grâce au partenariat avec la société civile et les institutions internationales comme l'UNICEF, l'UNESCO, le Grand Duché du Luxembourg, au fonds Néerlandais..., plusieurs activités ont pu être exécutées.

Plus spécifiquement, ces activités ont été réalisées à travers l'élaboration des manuels et guides pour les éducateurs des cohortes de 3^{ème} année, l'élaboration des documents de suivi des activités d'ENF, l'élaboration des manuels et guides pour 13 filières de formation professionnelle, l'élaboration des compétences de vie devant être prises en compte dans les nouveaux manuels d'alphabétisation, l'élaboration enfin, des manuels pour le renforcement des compétences des éducateurs CED et des animateurs des écoles communautaires.

L'année 2005 se situe dans le cadre d'une continuité afin de pérenniser les acquis, réaliser de nouvelles activités inscrites dans le plan d'action national, développer et renforcer le partenariat avec tous les intervenants.

Le présent bilan-programmation du CNR-ENF se situe à juste titre dans le cadre de l'évaluation des activités exécutées en prenant en compte les trois composantes du PRODEC, à savoir :

- L'amélioration de la qualité de l'enseignement et des apprentissages;
- L'amélioration de l'accès;
- Le renforcement des capacités.

I. PRESENTATION GENERALE DE L' EDUCATION NON FORMELLE

L'éducation non formelle est gérée au Mali à travers les Centres d'Alphabétisation fonctionnelle (CAF) pour la population de plus de 15 ans, et les CED pour les non-scolarisés et les déscolarisés de 9 à 15 ans.

Dans le plan d'action national du PISE, des actions sont entreprises pour :

- renforcer les compétences linguistiques et d'encadrement du personnel (agents d'alphabétisation et chefs de zones d'alphabétisation fonctionnelle et des éducateurs CED);
- renforcer les capacités de gestion des comité villageois d'alphabétisation (CVA) et des comités de gestion Centres d'Education pour le Développement (CED);
- améliorer le partenariat entre les CAF, les CED, les ONG et autres;
- améliorer le contenu du curriculum;
- créer un cadre pour élargir le champ d'activités des CAF et CED.

II. Le bilan des activités du CNR-ENF (Résultats atteints en 2003-2004)

2. 1. Formation et recyclage :

En matière de formation et de recyclage, 290 éducateurs ont été formés à la méthodologie d'enseignement des différentes disciplines de la 1^{ère} année, sur une prévision globale de 300.

Les résultats des évaluations finales ont permis de retenir 254 éducateurs comme étant capables d'animer un CED.

2.2. La Situation des nouveaux éducateurs par région (2004)

Régions	Nombre d'éducateurs formés	Nombre d'éducateurs retenus
Kayes	46	41
Koulikoro	55	36
Ségou	52	52
Sikasso	57	56
Mopti	48	37
Tombouctou	11	11
Gao	18	18
Kidal	3	3
Total	290	254

Dans le cadre de la préparation de la rentrée des CED au titre de l'année 2004-2005, des sessions de recyclage des anciens éducateurs ont été organisées. L'objectif visé était la consolidation des acquis par rapport au programme des deuxièmes années et leur formation pédagogique par rapport au programme des troisièmes années.

2.2 Situation des anciens CED

AE	NBRE CED	EFFECTIFS EDUCATEURS		
		HOMMES	FEMMES	TOTAL
Koulikoro	88	75	13	88
Kati	82	74	8	82
Ségou	59	31	28	59
San	49	46	3	49
Mopti	44	37	7	44
Douentza	123	109	14	123
Koutiala	38	33	5	38
Sikasso	86	70	16	86
Bko RG	9	0	9	9
Bko RD	4	2	3	5
Kayes	27	26	6	27
Kita	38	33	5	38
Tombouctou	11	11	0	11
Gao	39	35	4	39
TOTAL	697	545	121	698

2.3 LE SUIVI-EVALUATION

Cette activité n'a pu être exécutée à cause de la non disponibilité des fonds à temps.

Cependant, le CNR-ENF a participé à la mission conjointe de suivi des CED encadrés par Plan / Mali.

2.4 L'élaboration et la production du matériel didactique

- EN MATIERE D'ELABORATION

On note la tenue des ateliers d'élaboration de matériel didactique de Kayes, Sikasso, San, Mopti et Gao, du 1 au 30 mars 2003. L'objectif général de ces ateliers était d'élaborer des manuels dans les langues nationales Fulfulde, Soninké, Syenara, Mamara, Dogon, Khassonké, Bomu, Bozo, Songhoy et Tamasheq.

Dix sept (17) titres ont été élaborés dans toutes les langues nationales pour les 3^{ème} années CED.

Ces titres sont les suivants :

Les livrets de l'apprenant :

1. lecture/ écriture
2. calcul

Les guides de l'éducateur :

1. guide de lecture/écriture
2. guide de calcul
3. grammaire
4. français écrit
5. environnement
6. économie familiale
7. hygiène/santé
8. agriculture
9. éducation civique et morale
10. art et culture
11. dessin
12. histoire
13. géographie
14. élevage
15. formation pratique.

- EN MATIERE DE PRODUCTION

LES QUANTITES SUIVANTES ONT ETE PRDUIITES :

- ✓ 100 000 livrets de lecture et de calcul pour les CED sont produits
- ✓ 10 000 livrets spécialisés pour les CED sont produits
- ✓ 10 000 ex. emplaies du manuel de procédures d'implantation et de gestion d'un CED sont produits
- ✓ 1000 exemplaires des outils de collecte sur les CAF et les CED
- ✓ 1000 exemplaires des outils de synthèse sur les CAF et les CED
- ✓ 500 exemplaires des outils récapitulatifs sur les CAF et les CED.
- ✓ La reproduction de 50 000 exemplaires pour les documents d'alpha et de post alpha

2.5 LA COOPERATION LUXEMBOURGEOISE

Dans le cadre de la coopération bilatérale Mali - Luxembourg, le CNR-ENF est agence nationale d'exécution de projets d'éducation non formelle s'insérant dans une politique visant :

- le développement intégré de quartiers périurbains associant les aspects économiques, sociaux et culturels avec comme groupes cibles prioritaires les femmes et les jeunes analphabètes,
- la gestion de l'environnement en milieu urbain en vue de l'amélioration du cadre de vie,
- le renforcement des capacités nationales en gestion administrative technique et financière de programme de développement intégré axé sur l'alphabétisation à travers la modalité d'exécution nationale.

Ces projets ont utilisé une approche axée sur l'articulation entre l'éducation et la lutte contre la pauvreté à travers :

- la mise en synergie des actions relatives à tous les secteurs clé du développement c'est-à-dire : alphabétisation, santé, maraîchage, élevage, environnement, culture ;
- l'implication à toutes les étapes des différents acteurs : les communautés, les services techniques, les Associations et ONG ;
- le transfert de compétences et de responsabilités aux bénéficiaires à travers :
 - ✓ information, formation du cible prioritaire, d'autres couches de la communauté,
 - ✓ formation de relais issus de la communauté et désignés par elle,
 - ✓ présence des membres de la communauté aux différents comités de gestion et de prises de décisions ;
- la construction ou réhabilitation d'infrastructures ;
- la mise en place d'équipements/technologies durables ;
- équipement et formation de troupes culturelles traditionnelles ;
- les émulations ;
- les échanges d'expériences.

2.5.1 Alphabétisation fonctionnelle et promotion des femmes en zone périurbaine de Bamako : quartier Lassa

Ce projet a été exécuté en 2 phases : de 1998-2000 ; et de 2000-2003.

Le partenaire financier s'est aujourd'hui retiré.

Les activités continuent au niveau de la communauté.

Le CNR-ENF a assuré en 2004 le suivi à travers la présence d'un de ses agents.

Objectif

Améliorer les conditions de vie et de travail productif dans le quartier groupe cible prioritaire : les femmes

Activités

- Alphabétisation en langue nationale bamanan,
- activités génératrices de revenus : maraîchage, élevage, saponification, transformation de produits alimentaires, vente de foyers améliorés et de plants d'arbre, boutique villageoise,
- crédit –épargne,
- IEC en gestion de l'environnement et en organisation communautaire,
- Recherche-action sur la jeunesse,
- banque de données.

Résultats

- Centre de formation des femmes avec équipements et matériels
- Coopérative multifonctionnelle des femmes regroupant 144 femmes qui mènent les activités génératrices de revenus à travers des groupes d'activités (maraîchage, aviculture, embouche petits ruminants, transformation de produits alimentaires, vente de foyers améliorés, exploitation d'une boutique villageoise . La coopérative dispose d'une caisse à travers laquelle elle octroie des crédits à ses membres . La coopérative a effectué des voyages d'échanges à l'intérieur et à l'extérieur du Mali et a reçu des visites de nombreuses Associations et ONG du Mali et d'ailleurs,
- 429 personnes touchées par l'alphabétisation dont 322 femmes et jeunes filles,
- 125 néoalphabètes dont 107 femmes et jeunes filles , 18 jeunes hommes
- 33 relais formés pour l'encadrement des activités après le désengagement de l'équipe technique dont 6 hommes,
- appui au centre de santé à travers équipement, centre fréquenté par les habitants de Lassa et de 2 quartiers environnants,
- ouverture et fonctionnement d'une structure d'encadrement de la petite enfance qui regroupe pour la 1^{ère} année de fonctionnement démarrée en janvier 2003 avec 45 enfants de 4 à 6 ans,
- troupe socio-culturelle traditionnelle des femmes équipée et formée dans les techniques nouvelles de communication pour la sensibilisation de la communauté sur différents thèmes,
- troupe traditionnelle de masque équipée,
- 8 femmes formées et responsabilisées pour les projections –débat de films vidéo dans le quartier,
- 75 enfants d'âge préscolaire fréquentant le jardin d'enfants
- projections vidéo suivies de débats dans le quartier,
- représentations théâtrales dans le quartier par la troupe des femmes,
- formation et équipement de 20 pionniers,
- 100 femmes ayant bénéficié de crédit,
- construction d'une maison de jeunes,
- aménagement d'un terrain de football,
- construction-équipement d'un poulailler amélioré pour les pionniers
- Comité national de gestion du projet ayant en son sein des membres (femmes et hommes)de la communauté se réunit périodiquement,

- banque de données informatisée,
- mise en œuvre d'un plan de communication : médiatisation des activités à travers la télévision, radios, confection d'affiches, dépliant, calendrier.

La coopérative 1^{ère} responsable de toutes les activités est appuyée par les notables du quartier.

2.5.2 Alphabétisation fonctionnelle et appui aux initiatives de développement des jeunes et des femmes du quartier Missabougou en Commune VI du District de Bamako (Projet MLI/01/001) : En exécution de mars 2001- février 2006)

Les Objectifs

Général :

contribuer à améliorer les conditions de vie des populations de Missabougou en mettant l'accent sur la promotion des activités socio-économiques des couches défavorisées (femmes et jeunes) dans le cadre de la lutte contre la pauvreté

Spécifiques :

volet appui à l' éducation de base

- réduire l'analphabétisme dans le quartier à travers l'alphabétisation
- assurer la formation professionnelle de femmes jeunes filles et jeunes hommes
- promouvoir l'éducation préscolaire

volet appui à la santé de base

- améliorer le cadre de vie et la gestion de l'environnement
- améliorer la fréquentation du centre de santé
- approvisionner la population en eau potable

volet appui aux moyens de production

- réduire le chômage des jeunes
- améliorer les revenus économiques de femmes et leurs conditions de travail productif

volet appui institutionnel

- assurer l'appropriation du projet par la communauté
- renforcer les capacités opérationnelles du CNR-ENF

GROUPES CIBLES

Femmes et jeunes (filles et garçons)

ACTIVITES

- construction et équipement d'infrastructures,
- réhabilitation du pont sur le canal,
- alphabétisation en langue nationale bamanan,
- formation professionnelle, appui aux activités génératrices de revenus,
- éducation préscolaire, IEC en environnement,
- échanges d'expériences,
- appui au centre de santé,

- organisation du crédit-épargne,
- amélioration du système de drainage des eaux de pluies médiatisation,
- banque de données

Réalisations

- construction et équipement du centre de formation professionnelle et de la structure d'encadrement de la petite enfance, ,
- construction de la voie d'accès au centre de formation professionnelle,
- terrassement du lit du marigot pour le drainage des eaux de pluies
- mise en œuvre de la stratégie du faire - faire à travers la signature de contrat avec une ONG : AMADICO J.4 pour l'exécution du volet alphabétisation,
- 543 personnes touchées par l'alphabétisation dont 458 femmes et jeunes filles
- 328 néoalphabètes dont 259 femmes et jeunes filles,
- 272 néo alphabètes certifiés dont 203 femmes
- 83 femmes formées professionnellement en teinture et saponification,
- 36 jeunes néoalphabètes, dont 21 filles, formés dans les domaines suivants : **menuiserie(bois et métallique), maçonnerie, mécanique-auto, tôlerie-auto, coupe et couture, plomberie, teinture, électricité- bâtiment, froid, électronique,**
- mise à la disposition des néoalphabètes ayant suivi une formation professionnelle de petit équipement pour effectuer de petits travaux rémunérateurs,
- 106 femmes et jeunes formés en secourisme,
- deux auditeurs handicapés moteurs ont reçu des tricycles
- 146 enfants d'âge préscolaire ayant fréquenté le jardin d'enfants
- coopérative multifonctionnelle des femmes avec 225 membres,
- 123 femmes ayant eu accès au crédit,
- fonctionnement dans le quartier d'une boutique de vente de denrées de 1^{ère} nécessité appartenant à la coopérative des femmes,
- pratique du maraichage, de la saponification et de la teinture par les femmes de la coopérative,
- formations spécifiques en IEC et environnement, organisation coopérative, crédit-épargne
- assainissement et enlèvement d'ordures ménagères dans le quartier par un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) équipé,
- centre de santé communautaire équipé
- échanges d'expérience au Mali et hors du Mali par les bénéficiaires,
- élaboration et validation de programmes de formation professionnelle pour 13 filières : mécanique auto, tôlerie auto, menuiserie métallique, menuiserie bois, maçonnerie, plomberie, électricité bâtiment, électronique, froid- climatisation, coupe-couture, transformation de produits agro-alimentaire, teinture,coiffure
- élaboration de textes devant régir le centre de formation professionnelle
- comité national de gestion du projet ayant en son sein des membres de la communauté (femmes et hommes),
- banque de données informatisée,

- grande mobilisation Communautaire pour le projet grâce aux efforts des notables à travers un comité local de gestion du projet et d'une ONG partenaire sur le terrain,
- mise en place d'un réseau local d'animateurs en communication fonctionnel pour les sensibilisations de la communauté,
- production et diffusion de dépliants, calendriers et de films documentaire

2.5.3 Le Soi, les voisins, le quartier :alphabétisation et appui aux initiatives locales de gestion de l'environnement urbain dans le quartier de Missira Bamako

Projet démarré en juillet 2002 ayant pris fin en juillet 2004

OBJECTIF

Améliorer le cadre de vie des couches vulnérables

Groupe cible

FEMMES ET JEUNES

Activités

- alphabétisation,
- IEC en gestion de l'environnement,
- appui à l'auto - emploi et aux activités génératrices de revenus,
- accès au crédit.

Réalisation

- mobilisation de 200 jeunes filles et garçons et de artisans (maçon et tailleur de pierres) du quartier pour les activités avec motivation financière pour les activités suivantes :
curage de caniveaux (18),
confection et pose de dalles (750),
pavage de rues 9.050 m²,
plantation de 300 arbres,
aménagement d'un espace vert,
- aménagement d'un espace de jeux pour les enfants
- formation de jeunes de 6 -12 ans dans la lecture et les arts plastiques,
- sensibilisation - animation - formation des habitants du quartier en gestion de l'environnement,
- exécution des activités de salubrité, de lutte contre les maladies hydriques et les moustiques
- instauration de la concertation au sein du quartier dans la gestion des activités du projet
- production et diffusion de dépliants et d'un film documentaire.

2.5.4 Le Fonds micro projets

Ce fonds comporte 2 volets :

- les microprojets
- l'appui institutionnel

a. Les microprojets

Ce fonds a pour objectifs de :

- appuyer les initiatives à la base participant à la lutte contre la pauvreté,
- renforcer les capacités des acteurs de la société civile,
- valoriser les produits éducatifs et culturels,
- réaliser des produits de capitalisation ou de recherche relatifs aux activités de la coopération luxembourgeoise.

Le fonds est ouvert à toutes les ONG et Associations intervenant dans les secteurs sociaux : éducation, santé, accès à l'eau et se conformant à un canevas de présentation de projet.

Le fonds prévu par association est de 5 millions et la durée d'exécution ne doit pas dépasser 12 mois.

Le fonds micro-projets est géré par un accord de partenariat engageant 3 parties :

- la Direction de la Coopération Internationale, coordinateur du fonds,
- le CNR-ENF, agence d'exécution du fonds,
- la Mission de la Coopération du Luxembourg à Dakar, financier.

L'organe de décision pour le fonds est le comité de sélection composé des représentants de 7 structures suivantes :

- ✓ Direction de la Coopération Internationale,
- ✓ Mission de la coopération du Luxembourg à Dakar,
- ✓ PNUD,
- ✓ CAFO,
- ✓ ENDA TIERS MONDE,
- ✓ Associations des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP)
- ✓ CNR-ENF.

Réalisation de 2002 à 2004

24 micro-projets ont été financés dans le District de Bamako, les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou.

b. L'APPUI INSTITUTIONNEL

Ce fonds est destiné aux structures gouvernementales dans le cadre de l'exécution des activités visant le renforcement dans l'atteinte de leurs objectifs.

Le montant est fixé à 1 000 000 de F CFA.

L'organe de décision pour ce fonds :

- ✓ Direction de la Coopération Internationale,
- ✓ Mission de la coopération du Luxembourg à Dakar,
- ✓ Le CNR-ENF.

Réalisation de 2003 à 2004 :

HUIT (8) structures ont bénéficié de ce fonds de 2003 à 2004:

MPFEF, DNEB, CPS, DNEBG, DNHE, DAE Rive Gauche, la Fondation KARANTA, l'appui au Fonds de solidarité

c. Les perspectives pour 2005

❖ Pour Lassa

Suivi des activités programmées par les groupes cibles : femmes, jeunes
Appui -conseil à la communauté pour la pérennisation des acquis

❖ Pour Missabougou

-Poursuite des activités dans les différents volets : maraîchage, environnement, crédit-épargne, organisation coopérative, alphabétisation
-Mise en œuvre de la formation professionnelle des néoalphabètes pour les 13 filières et pour la filière animation en alphabétisation fonctionnelle.
-Mise en œuvre de la promotion de l'auto - emploi à travers les GIE de jeunes néoalphabètes formés professionnellement
-Renforcement des compétences à travers formation et échanges d'expériences :

- des bénéficiaires : relais dans les différents volets, comités de gestions, coopérative des femme, de l'équipe d'encadrement

-Opérationnalisation du centre de documentation

❖ Pour les fonds microprojets

-Mise en place du financement de 2005

-Suivi des activités des associations bénéficiaires du fonds de 2005

2.6.LES PROGRAMMES MENES EN PARTENARIAT AVEC :

2.6.1. La DNEB :

Le CNR-ENF est membre des comités d'orientation et d'élaboration de la politique nationale de l'éducation non formelle.

A ce titre il participe activement à toutes les étapes d'élaboration de cette politique dont la rédaction est aujourd'hui en cours.

2.6.2. L'UNICEF :

Dans le cadre de la coopération avec l'UNICEF le CNR-ENF a entrepris de mener d'harmoniser les outils existants pour le suivi des activités ENF et d'élaborer les outils non existants.

Six outils sont disponibles aujourd'hui grâce à ce partenariat :

- **Les outils de collecte pour les CAF et CED (2 outils);**
- **Les outils de synthèse pour les CAF et CED (2 outils);**
- **Les outils récapitulatifs pour les CAF et CED (2 outils);**

Ces outils ont été finalisés et produits grâce au Fonds Néerlandais.

En plus, les compétences de vie courantes (CVC) pour l'ENF ont été élaborées. Une étude est en cours pour élaborer « **le programme et le canevas type** » pour la rédaction des manuels et guides dans les langues nationales en intégrant ces CVC.

2.6.3 L'UNESCO

Dans le cadre de la coopération avec l'UNESCO, le CNR-ENF, en collaboration avec l'Institut pour l'Education Populaire (IEP) de Kati, la DNEB, l'ILAB, Plan/Mali, et ACODEP, exécute un projet visant l'amélioration de la qualité des activités d'apprentissage dans les CED et les écoles communautaires appliquant la pédagogie convergente, à travers le renforcement des capacités des éducateurs et des animateurs.

Le projet s'inscrit dans le programme « Renforcement des capacités dans les programmes d'alphabétisation communautaire et d'éducation en compétences de vie pour les jeunes défavorisés » (CABLE 4 Y), mis en œuvre par l'UNESCO pour renforcer tant l'expertise nationale que l'appui institutionnel aux programmes d'alphabétisation et d'éducation aux compétences pratiques dans les pays participants.

Le matériel élaboré et en cours de production comprend cinq modules :

- genre et développement
- hygiène et assainissement
- citoyenneté
- organisation et gestion communautaire
- initiation à l'informatique.

2.6.4 La Banque Africaine de Développement/ PROJET BAB IV

Les objectifs de ce projet est de contribuer à la réalisation des objectifs du PRODEC.

Ils sont les suivants :

- Elargir l'accès au deuxième cycle de l'enseignement fondamental ;
- Améliorer la qualité de l'éducation et de la formation ;
- Renforcer les capacités des services déconcentrés de l'éducation.

En matière d'alphabétisation, le projet financera les activités qui seront réalisées selon la stratégie du « faire-faire » au bénéfice de 50 000 personnes dont au moins 60 % de femmes dans les régions de Kayes, Mopti et Sikasso à partir de 2005 pour une durée de 4 ans.

En ce qui concerne les CED, le projet financera l'assistance technique pour réaliser une évaluation de ces structures et pour conduire avec les autorités nationales et les PTF une réflexion sur leur devenir.

III. LES CONCLUSIONS DE LA DERNIERE MISSION CONJOINTE DE SUIVI DU PISE SUR L'ENF

3.1 Les Centres d'Education pour le Développement (CED)

❖ Les points forts

On note positivement (i) la formulation des termes de référence pour l'élaboration d'une politique de l'ENF et la perspective d'un atelier de validation des orientations, (ii) la confection par le CNR-ENF de manuels pour

les élèves et de guides pour les maîtres qui ont été mis à disposition dans tous les CED, (iii) la formation de tous les éducateurs subventionnés par le MEN ainsi que leur recyclage annuel, (iv) la création des comités de gestion, (v) la demande des parents en matière de formation professionnelle, (vi) le paiement régulier de la subvention des éducateurs par le MEN, (vii) les efforts menés par le CNR-ENF pour mobiliser les partenaires et organiser le suivi de ce sous secteur (système de collecte des données).

Lorsque les CED sont implantés à proximité d'une école fondamentale, ils jouent effectivement leur fonction d'alternative éducative pour les élèves déscolarisés de l'enseignement formel. Dans ce cas de figure les parents attendent une offre d'éducation professionnalisante.

❖ *Les points faibles*

Lorsque les CED sont implantés dans une zone sans école (cas le plus fréquent), l'offre éducative qu'ils constituent est perçue par les parents comme une réponse au déficit d'accès à l'école fondamentale. La tranche d'âge de recrutement est alors peu respectée et on trouve dans les cohortes d'élèves une proportion significative d'enfants de 7 à 8 ans. Les CAP, qui suivent insuffisamment ces institutions, ne semblent pas être en mesure de réguler ces recrutements. La qualité de l'enseignement demeure faible compte tenu du niveau des éducateurs lorsque ceux-ci ne sont pas soutenus aujourd'hui perçue par les bénéficiaires qui suivent le calendrier national peu adapté aux publics et aux caractéristiques socio-économiques régionales. La formation pré professionnalisante pratique est envisagée trop tardivement (en 5^{ème} année) ce qui alourdit les coûts de formation pour les parents et provoque des déperditions.

3.2 Les Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF)

Les CAP et les AE éprouvent de nombreuses difficultés à suivre le secteur de l'alphabétisation fonctionnelle. Les initiatives dans ce domaine sont nombreuses et les acteurs variés, originaires de secteurs d'activités et de départements différents (développement rural, action sociale etc...). Le MEN n'a pas le monopole de l'action dans ce secteur. L'alphabétisation fonctionnelle est une activité qui échappe en général au contrôle et au suivi (respect des normes) des services techniques qui n'ont ni les ressources humaines ni les ressources financières et logistiques pour le rendre effectif.

IV. La programmation pour 2005

Il s'agit pour le CNR-ENF de réaliser les activités prioritaires par rapport à son plan d'action incluant les actions menées dans le cadre du CSLP et du programme gouvernemental. Pour l'année 2005, ces activités sont les suivantes :

- **Former des agents AE et CAP pour constituer un vivier de personnes ressources en transcription des langues et en techniques de suivi-évaluation ;**

- Former des agents dans les AE et CAP pour la formation des membres des comités de gestion CED ;
- Elaborer et produire des manuels et guides d'alphabétisation intégrant les compétences de vie courante dans les langues bamanan, bomu, Fulfulde, Songhoy et Tamasheq ;
- Etudier la faisabilité de la formation professionnelle pratique des apprenants CED ;
- Mettre en place une banque de données ;
- Poursuivre la formation continue des éducateurs CED.

V. DIFFICULTES ESSENTIELLES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

Les principaux obstacles et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de cette sous-composante sont :

- La Faible implication des communautés envers le programme de formation au niveau des comités de gestion.
- Le manque de moyens logistiques dans les structures nationales et déconcentrées pour assurer un suivi régulier au niveau du terrain. Ces missions se font généralement à partir des véhicules de transports en commun.
- la difficulté de collecte des données fait qu'il est difficile d'avoir des indicateurs fiables et stables.

VI. LES PERSPECTIVES

Depuis la création du Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle en 2001, de nouvelles perspectives s'offrent au sous-secteur.

Le développement de l'éducation non formelle au Mali reste tributaire de certaines conditions, à savoir:

- la mise en œuvre de la stratégie du faire-faire;
- la qualification des ressources humaines;
- la formation continue des ressources humaines.

- ♦ Il s'agit tout d'abord de la création d'un fonds national pour l'éducation non formelle qui est aujourd'hui une impérieuse nécessité pour impulser une nouvelle dynamique de partenariat dans la conception, la mise en œuvre, le suivi-évaluation et la maîtrise des coûts des actions entreprises.
- ♦ la création d'une banque de données informatisées;
- ♦ L'organisation de la société civile autour de l'Education Non Formelle se présente désormais comme une perspective à court terme pour mieux cibler les intervenants et établir une cohérence dans les actions.

- ♦ La stratégie du faire-faire qui se présente comme une contractualisation entre l'Etat et les intervenants, et où, chaque partie est appelée à jouer son rôle à partir d'un cahier de charge doit être formalisée et validée.
- ♦ Si des efforts notoires ont été entrepris pour l'environnement lettré en éducation non formelle, il reste entendu, qu'ils doivent être soutenus pour développer davantage ce domaine en rapport avec la forte demande d'éducation et d'information des communautés.
- ♦ La formation professionnelle pratique, en plus des efforts déjà entrepris, constitue un créneau à explorer si l'on veut que l'éducation non formelle devienne un vrai levier du développement.
- ♦ L'ancrage de l'éducation non formelle dans la politique nationale de l'emploi des jeunes;
- ♦ la certification des compétences et leur valorisation dans le système de production.

Conclusion :

L'éducation non formelle a besoin du soutien de tous à travers la recherche de financement adéquat. Le développement de la formation pré-professionnelle pour une meilleure prise en compte des besoins de développement des communautés reste un défi à relever.

L'éducation non formelle demeure aussi une occasion à saisir par les différentes politiques sectorielles dans la mise en œuvre de leurs programmes de réduction de la pauvreté et de formation des ressources humaines de qualité, appelées à jouer des rôles de responsabilité au sein de leurs collectivités.

L'Etat malien, au regard des priorités de l'heure, et à cause d'une demande sociale très forte dans tous les secteurs, doit développer davantage des partenariats bilatéraux et multilatéraux pour relever les principaux défis spécifiques au sous-secteur de l'éducation non formelle./.

ANNEXE IV



PLAN DE PRESENTATION

Introduction

I. BILAN

- 1.1. Organisation de la journée internationale de l'alphabétisation :**
- 1.2. Organisation du lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation (2003-2012)**
- 1.3 Elaboration de matériel didactique**
- 1.4 Formation**
- 1.5 Elaboration de la politique de l'Education Non Formelle**

II. PROGRAMMATION POUR 2005

BILAN-PROGRAMMATION DE LA DNEB

Introduction

Créée par l'ordonnance N°00-048/P-RM du 25/09/2000, La Direction Nationale de l'Éducation de Base (DNEB) compte cinq divisions dont deux qui s'occupent de l'éducation non formelle. Il s'agit de la Division Alphabétisation et de la Division des Centres d'Éducation pour le Développement (CED).

Ces deux divisions ont pour missions de:

- *Préparer les éléments de la politique nationale dans les domaines de l'alphabétisation et des CED;*
- *Coordonner et suivre l'exécution de cette politique en relation avec les Académies d'Enseignement.*

BILAN

Le bilan des activités d'Éducation Non Formelle de la Direction Nationale de l'Éducation de Base (DNEB) au titre de la campagne 2003 – 2004 s'articule autour des activités suivantes :

- l'organisation et la célébration de la journée internationale de l'alphabétisation,
- le lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation;
- participation à l'élaboration de matériel didactique
- la formation
- l'élaboration de la politique nationale de l'éducation non formelle la

1.1. Organisation de la journée internationale de l'alphabétisation :

En collaboration avec le CNR-ENF, les Académies d'Enseignement, les partenaires, la DNEB a organisé la célébration du 8 septembre 2004, journée internationale de l'alphabétisation qui avait pour thème : « **Une Education Non Formelle rénovée pour un développement participatif et durable** ».

1.2. Organisation du lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation (2003-2012)

Ce lancement a eu lieu le 29 avril 2004 concomitamment avec l'inauguration du Centre multifonctionnel de Missabougou sous la haute présidence du Chef de l'Etat. A cette occasion le plan d'action national de la Décennie a été distribué aux participants à ladite cérémonie.

1.3 Elaboration de matériel didactique

En collaboration avec les structures techniques: CNR-ENF, CNE, ILAB, la DNEB a Participé à:

- l'élaboration de matériel didactique de la 3^{ème} année CED (mars 2004)
- l'harmonisation des outils de collecte des données sur l'ENF (CED et Alphabétisation).

1.4 Formation

A travers le Centre Permanent de Formation 435 jeunes diplômés ont été initiés à la transcription des langues nationales et à la didactique de la lecture/écriture et du calcul dans les CAF.

En collaboration avec les structures techniques: CNR-ENF, CNE, ILAB et les Académies d'Enseignement, la DNEB a participé:

- au recyclage/formation des anciens éducateurs CED (3^{ème} année) en janvier 2005)
- à la formation des nouveaux éducateurs CED (1^{ère} année) en janvier 2005)

En partenariat avec le Groupe des Enseignants Retraités de France (GREF), la DNEB a également participé à la formation d'éducateurs CED et d'animateurs de CAF dans les communes de Sanankoroba et de Siby.

1.5. Elaboration de la politique de l'Education Non Formelle :

La refondation du système éducatif opérée par le PRODEC accorde une place de choix à l'Education Non Formelle. Pour qu'elle puisse jouer pleinement ce rôle, l'élaboration d'un document consensuel de politique, servant de cadre de référence pour tous les intervenants, s'est avérée nécessaire. C'est ce à quoi la DNEB s'est attelé dans le cadre de ses missions en collaboration avec tous les acteurs concernés.

L'élaboration du document de politique est passée par plusieurs étapes qui sont:

- **Elaboration des termes références;**
- **Désignation des membres du Comité d'Orientation chargé de définir les orientations et de superviser le processus d'élaboration de ladite politique** (cf. Décision N°00- 1153/MEN-SG du 6 juillet 2004)

Ce comité a pour Président le Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale et comme membres les responsables des structures techniques chargées de l'ENF, les représentants des ministères impliqués dans la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation, des représentants des institutions comme le Haut Conseil des Collectivités, le Conseil Economique Social et Culturel, les représentants de la société civile, des partenaires techniques et financiers, de l'Académie africaine des Langues.

- **Désignation des membres du Comité de Rédaction** (Décision N° 04- 00- 1596/MEN-SG du 5 août 2004)

Les membres de ce comité sont issus des structures techniques du MEN (DNEB, CNR-ENF, ILAB, CNE); de la société civile (Groupe Pivot Education de Base); ACODEP; des personnes ressources; de la Fondation Karanta et des PTF.

- **Tenue d'ateliers de définition et de validation des orientations.**

Les énoncés d'orientations de la politique élaborés par le Comité de rédaction ont été validés par le Comité d'Orientation élargi à d'autres personnes ressources les 4, 5 et 6 octobre 2004.

- **Réalisation d'une mission d'enquête terrain
(Déc.2004-Janv.2005)**

Cette mission avait pour objectifs de :

- Echanger avec les bénéficiaires, les partenaires et intervenants sur les attentes et besoins éducatifs en matière d'ENF ;
- Compléter et réactualiser les informations et données contenues dans les « Actes du 1^{er} forum national sur l'ENF » ;
- Echanger avec les services techniques intervenant dans l'ENF sur les possibilités et modalités de leur engagement dans la mise en œuvre de la politique de l'ENF.

La mission a comporté trois (3) grandes étapes :

- élaboration des outils d'enquête ;
- enquête terrain proprement dite ;
- dépouillement et analyse des données.

Sur la base de ces orientations sera bâti le document de politique dont l'écriture du premier draft est en cours et sera soumis à une validation interne et une validation sociale.

II. PROGRAMMATIONS POUR 2005

- Rédaction de la politique de l'ENF;
- Adoption de la politique de l'ENF;
- TRADUCTION DE LA POLITIQUE DE L'EDUCATION NONNORMELLE DANS LES 11 LANGUES NATIONALES;
- ORGANISATION D'ATELIERS REGIONAUX D'APPROPRIATION DE LA POLITIQUE DE L'ENF;
- SUIVI/SUPERVISION DES CAF ET CED ;
- FORMATION DES DIRECTEURS DES CENTRES D'ANIMATION PEDAGOGIQUE (INFORMATION SUR CONCEPTS ET NOTIONS RELATIFS A L'ENF ET INITIATION A LA TRANSCRIPTION DES LANGUES NATIONALES) ;
- FORMATION DES JEUNES DIPLOMES ET AUTRES PERSONNES RESSOURCES AUX REGLES DE TRANSCRIPTION DES LANGUES NATIONALES ;
- OUVERTURE DE NOUVEAUX CED;
- CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE L'ALPHABETISATION;
- OPERATIONNALISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES CED;
- ELABORATION DU CURRICULUM DES CAF

ANNEXE V

SYNTHESE GENERALE DES PRESENTATIONS DE BILANS- PROGRAMMATION

I. Données générales sur les CED

1.1 Situation générale des CED

On dénombre au total sur l'ensemble du territoire 706 CED (contre 700 en 2003) dont 88 appuyés par l'ONG PLAN-MALI. Ces centres sont animés par 705 éducateurs dont 118 femmes, et fréquentés par 17 318 apprenants dont 8 124 filles et 9 194 garçons (pour les détails, voir tableau 1)

1.2 Situation générale des CAF

Il existe 4 641 centres d'alphabétisation fonctionnelle, animés par 9 364 animateurs dont 2 840 femmes et 6 524 hommes. Ces centres sont fréquentés par 88 526 auditeurs dont 38 990 filles et 48 490 garçons.

Les néo-alphabètes produits sont au nombre de 83 875.

Le tableau 2 donne plus de détails sur ce point.

Tableau 1 : Situation des CED

	Nbr CAP	Nbr Com.	Nbre villages/ quartiers	Nbre CED (anciens)	Langue Educateurs	Effectif Educateurs			Effectifs apprenants		
						H	F	T	G	F	T
Yves	5	19	28	28	Bambara, Ské, Khké, Fulful	22	6	28	338	347	685
a	4	22	38	38	Bambara, Ské, Khké,	33	5	38	509	439	948
oro	4	32	88	88	Bbara, Ské, Fulf	75	13	88	1	1	20369
i	6	39	86	86	Bambara	80	4	84	108	931	2020
on	5	56	59	59	Bbara	31	28	59	975	776	1751
	3	49	49	49	Bbara, Mra, Boma	46	3	49	726	622	1348
pti	4	28	45	45	Fulful, Bbara, bozo,	37	8	45	564	651	1215
uentza	5	59	126	126	Dogon, Fulful, Bbara,	112	14	126	1	997	2 059
asso		84	86	86	Bambara, sénoufo	70	16	86	121	956	2166
itila	3	36	38	38	Bbara, Mra, Boma	33	5	38	644	479	1123
mboucto	5	11	11	11	Songhoy, Tamasheq	11	0	11	115	117	232
R.G.	8	17	39	39	Songhoy, Tamasheq	35	4	39	498	652	1150
		4	9	9	Bambara	0	9	9	65	117	182
R.D.	4	2	4	4	Bambara	2	3	5	36	34	70
al			706	706		587	118	705	9194	8124	17318

Tableau 2 : Situation des Centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF)

AE	Nbre Comm	Nbre Villa	Nbre CAF					Langue	Animateurs				Effectif auditeurs			
			Mixtes	M	F	T	H		F	T	G	F	T			
Kayes	45	128	115	44	43	202	Bamb, Ské, Khké, Fulful	106	36	142	2 463	1 824	4 287			
Kita	12	61	32	26	9	99	Bamb, Ské	70	4	74	1 346	430	1 776			
Kikoro	36	-	336	104	76	516	Bbara, Ské, Fulful, Maure hassanya	426	606	1 032	4 267	3 994	8 257			
Kati						812	Bambara	1167	454	1621	1327	9968	23244			
Ségou	50	195				320	Bambara, Bomu, Mamara	322	200	522	4 104	4 231	9 275			
San	52	323	211	67	98	386	Fulful, Bambara, bozo, dogon	467	445	910	3 649	5 162	8 821			
Mopti/ Doentz	125	367				136		255	143	398	5 430	4 814	10 244			
Sikasso		923	860	53	59	959	Bambara, sénoufo	1 751	277	2 028	2 789	1 818	4 604			
Kouffal	-	-	-	-	-	981	Bambara	1842	482	2324	9 583	1 713	11 299			
Tombouctou	12	21	18	2	22	42	Songhoy, Tamasheq, Fulful	36	22	58	244	691	935			
Gao		43	-	-	-	59	Songhoy, tamashq	30	17	47	333	591	1 024			
Kidal	11	27	7	5	4	16	Tamashq	12	6	18	215	433	648			
Bko	4	4	2	2	34	38	Bambara	10	50	60	241	1 309	1 550			
RD																
Bko	6	48	11	8	56	75	Bambara	32	98	130	550	2 012	2 562			
RG																
Total						4 641		6524	2 540	9 364	48 490	38 990	88 526			

SITUATION DES CAF (suite)

AE	Néo-alphabètes produits		
	H	F	T
Kayes	833	1 038	1 871
Kita	213	120	333
Kkoro	2 133	980	3 113
Kati	3746	1025	4771
Ségou	1 613	1 215	2 828
San	2 251	1 911	4 162
Sikasso	23 830	1512	25 342
Koutiala	31863	2066	33929
Mopti/Douentza	2 578	1 464	4 042
Tombouctou	8	19	27
Gao	229	280	509
Kidal	-	-	221
Bko RD	81	702	783
Bko RG	211	1 733	1 944
Total			83 875

II Thèmes développés en Post-Alphabétisation

- aménagement sur courbe de niveau
- artisanat
- campages capsulaires -- placement de carrés de rendement toutes cultures
- conditionnement du coton
- construction de grenier amélioré
- construction et confection de silos de coton
- crédits agricoles, fertilité et fertilisation, érosion

- diagnostic participatif
- écrivains villageois
- éducation à la citoyenneté et gouvernance démocratique
- élevage
- exploitation continue de la revue Jékabaara
- fabrication de la fumure organique
- fonctionnement et gestion association villageoise
- formation à la commercialisation
- formation des formateurs
- formation en animation des centres d'alphabétisation
- gestion de bibliothèques rurales
- gestion de micro crédits
- gestion de plates-formes multifonctionnelles
- gestion des barrages et autres équipements collectifs
- gestion des coopératives des batteuses VO/TEX
- gestion des ressources naturelles
- gestion et comptabilité
- initiation à l'agronomie
- organisation et gestion caisse d'épargne et crédit
- organisation et gestion de groupements féminins
- pesée et stockage du coton
- piquetage et traitement de semences
- planning familial
- promotion de la femme
- reconnaissance des produits insecticides des herbicides
- relevé pluviométrique
- relevé statistique
- remplissage des fiches de suivi/évaluation
- santé/TEC
- sondage des superficies de coton à la boussole
- techniques culturelles
- techniques d'animation de centres alpha

- techniques d'animation de groupe
- technologie alimentaire
- teinture et savonnerie
- traitement des insecticides et reconnaissance des ravageurs et des maladies
- vulgarisation agricole

III . Forces et faiblesses

1. Points forts

- Absence de collaboration entre les différents intervenants
- Création d'emploi
- Création d'un environnement lettré garant du non retour à l'analphabétisme
- La création de groupements et d'associations
- Le changement de comportements chez les neo-alphabètes est un motif de satisfaction
- Le transfert de technologies et de compétences aux organisations villageoises a un impact réel sur la qualité de leur vie
- Lutte contre la déperdition scolaire
- Prise de conscience du bien fondé de l'alphabétisation au niveau des partenaires villageois
- Production et distribution des manuels
- Rehaussement du taux d'alphabétisation national
- Un engouement certain des néo-alphabètes pour développer leurs acquis est manifeste
- Une volonté réelle d'apprendre existe chez les communautés

2. Points faibles

- Absence d'une politique dynamique pour le sous secteur
- absence de données statistiques fiables à cause du déficit de communication entre certaines ONG et la structure étatique déconcentrée chargée du non formel
- Cessation brutale des activités par la CMDT et la non reprise de ces activités par une autre structure.
- faible intervention des communes
- Faiblesse de communication entre les services déconcentrés AE/CAP et les ONG
- Insuffisance d'animateurs et d'animatrices
- insuffisance d'équipement approprié
- Insuffisance de communication entre les différents acteurs de l'ENF (AE, CAP, collectivités territoriales, ONG)
- Insuffisance de formation en informatique des agents SAF
- Insuffisance de la supervision des CED (exceptés ceux appuyés par Plan Mali)
- Insuffisance de la supervision des centres alpha
- Insuffisance de suivi de proximité des centres due au manque de moyens de locomotion
- Insuffisance des actions d'information/sensibilisation en direction des élus, des communautés
- Insuffisance des ressources financières et matérielles mises à la disposition de l'AE
- Irrégularité des apprenants dans les centres alpha
- Manque d'harmonisation des durées de formation de base
- Manque d'infrastructures et de mobilier
- Manque de bibliothèques villageoises
- Ndisponibilité des manuels d'alphabétisation et de post-alphabétisation
- Non fonctionnalité des comités de gestion
- Non formation des membres des comités de gestion des CED hors de la zone d'intervention de Plan Mali
- Non imprégnation des populations à l'approche CED (Manque de sensibilisation, d'information)

- Vétusté et inadéquation des locaux réservés aux CED et aux centres d'alphabétisation

IV. Recommandations d'ensemble sur l'Éducation non Formelle

Pour améliorer le secteur de l'ENF, les Académies ont fait les recommandations suivantes :

1. accélération de la formation des membres des comités de gestion CED et CAF
2. amélioration de la communication entre les partenaires
3. amélioration des conditions de travail des éducateurs
4. construction et équipement des infrastructures
5. création d'un fonds régional pour l'exécution et le suivi des activités du sous-secteur
6. élaboration d'une politique de gestion et de coordination des activités d'ENF
7. formation et recyclage des animateurs villageois
8. former et/ou recycler les agents chargés de l'ENF au niveau des CAP et Académies d'Enseignement en suivi et évaluation, ainsi qu'en NTIC
9. formation des agents chargés des CED au niveau AE et CAP
10. harmonisation du curriculum des CED avec le nouveau curriculum
11. implication effective des collectivités et des communautés dans la prise en charge des CED et CAF
12. instauration de journées trimestrielles d'échange entre les AE, les CAP et les partenaires
13. l'appui du Gouvernement aux communautés en terme de participation du Gouvernement à la prise en charge des salaires des animateurs de centres alphabétisation
14. l'élaboration et la planification d'un programme de suivi régulier des CAF et des CED
15. l'équipement des agents chargés de l'ENF dans les Académies et dans les CAP en motos et ordinateurs pour un meilleur suivi des activités
16. l'équipement des CAF et CED en mobilier scolaire
17. l'équipement des SAF en moyens adéquats pour la conservation des données et la formation des agents chargés de l'évaluation
18. l'harmonisation des durées de sessions de formation à la base (312 heures selon EX-DNATLA)
19. l'instrumentalisation du Maure hassanya
20. l'organisation d'un forum sur la gestion de l'ENF en mode décentralisé pour favoriser la mise en œuvre des textes de la décentralisation
21. l'ouverture de bibliothèques villageoises
22. la construction de centres d'alphabétisation dans les villages, sites et fractions nomades et leur équipement
23. la création d'un cadre de concertation dans le cadre d'un partenariat dynamique entre les structures décentralisées, déconcentrées et non gouvernementales dans le domaine de l'ENF à travers
24. la formation des membres des comités de gestion des CED
25. la sensibilisation des populations sur les CAF et les CED
26. le paiement régulier des salaires des éducateurs
27. organisation au niveau régional d'un forum d'information et d'échange sur l'ENF
28. organiser des missions de suivi appui par le CNR-ENF
29. ouverture des cantines en vue de la pérennisation des CED
30. renforcement des compétences linguistiques et d'encadrement des agents chargés de l'ENF au niveau AE et CAP

31. une inscription budgétaire au niveau des Académies, intitulée « appui au développement de l'ENF »

V. Perspectives 2005

Dans l'ensemble, les perspectives dégagées dans les différentes présentations se ramènent essentiellement aux points suivants :

- Ouverture de nouveaux CAF et CED
- Formation des animateurs en transcription et animation de centre
- Recyclage des éducateurs/animateurs
- Renforcement des capacités des agents des AE et des CAP chargés de CED et des CAF
- Formation des membres des comités de gestion pour qu'ils jouent efficacement leurs rôles et assument mieux leurs responsabilités
- Renforcement du partenariat autour de l'ENF en assurant la Coordination entre les différents intervenants
- Organisation des rencontres pédagogiques à l'intention des éducateurs et des animateurs
- Organisation de journées d'échanges, de concertation régionale et de bilan-programmation
- Célébration de la Journée Internationale de l'Alphabétisation.

Partenaires intervenant dans le sous-secteur de l'ENF

Partenaires	Régions
Action Catholique	Sikasso
Action contre la faim (ACF)	Kidal
Action Recherche pour le Développement des Initiatives Locales (ARDIL)	Kayes
Action-MOPTI	Mopti
ADAF-Gallé	Kkoro
ADESAH	Gao
ADIRAM	Gao
ADIZZOS	Gao
ADM	Gao
ADRA-MALI	Ségou, Kkoro
AFAR	Mopti
Afrique verte (AV)	Tombouctou
Agence de développement du Nord du Mali (A.DE.Nord-T)	Tombouctou
Agence pour la Recherche -Action et développement (KARED)	Kayes
AJA Mali	Bamako
AMACOP	Gao
AMAPROS	Ségou, Kkoro
AMPAD	Mopti
AMPRODE/S	Mopti
ANMATAF	Gao
APDP	Gao
APIF	Gao
Appui à la Lutte contre la Pauvreté (ALCOP)	Mopti
Appui à la Promotion Humaine (APH)	Mopti
APROSED	Mopti
APSLD	Mopti
APSRU	Ségou
ASG	Kkoro
Association des Formateurs en Langues nationales (AFLN)	Kayes
Association Ile et Vilaine Mopti (AIVM)	Mopti
Association Malienne pour la Survie au Sahel (AMSS)	Tombouctou
Association Malienne pour le Développement (AMADE)	Kayes, Gao
Association Pole mieux	Bko
Association pour la Valorisation des Ressources Locales (AVRL)	Kayes
Association pour le Développement Intégré en Savane au Sahel (ADISSAH)	Kayes
Association pour le Développement Rural (ADR)	Kayes

AZAR	Kidal
BADS	Mopti
CAOA	Bko
CARA	kkoro
CARD	kkoro
CARE	Mopti
CCFD	Bko
CESTRE PAPF/AP	Sikasso
CMDT/PDR	Sikasso, Ségou
Comité de Pilotage des Communes de Diombougou (CPCD)	Kayes
Coopération canadienne	Bko
Coopération française	Bko
COP JT	Bko
CRA	Bko
Danayaso	Mopti
Destin des Femmes/Avenir d'Enfants	Bko
Diocèse Sikasso	Sikasso
DLCA	Ségou
EFOR-ACD	Mopti
Eglise Evangélique Baptiste	Tombouctou
Enda Tiers monde	Ségou
EVEIL	Mopti
FAABA	Gao
FANDEEMA	Kayes
Faranfasiso	Ségou
FIDA	Ségou
FNUAP	Bamako
FODESA	Ségou
Fondation Enfance	Mopti
Fonds norvégien	Ségou
GAFFD	Mopti
GAIB	Gao
Gnetaaso	Ségou
GREFFA	Gao
Groupe d'Animation et Action au Sahel (GAAS/MALI)	Mopti
Groupe de Recherche et Appui Technique (GRAT)	Mopti
Handicap International	Tombouctou
KILABO	Ségou
La Cellule d'Appui aux initiatives du développement (CAID)	Tombouctou
La Coopération belge	Bamako
La Coopération canadienne	Bamako
La Coopération française	Bamako
La Coopération luxembourgeoise	Bamako
Les Pays-Bas	Bamako
M.F.R Fatoma	Mopti

Maison Familiale Rurale (M.F.R)	Mopti
Mali-Enjeu	Ségou
MASEF	Ségou
MELM	Mopti
MOLIBEMO	Mopti
NEF	Mopti
NOVIB	Ségou
ODRS	Sikasso
Office du Niger	Ségou
OHVN	Kkoro
Opération de Développement Rural de Sélingué (ODRS)	Sikasso
ORS	Ségou
PACCEM	
PARENHF	Bko
PASAOP	Ségou
PDCO	Mopti
PDR	Ségou, Mopti
PINAL	Mopti
Plan-Mali	Kkoro, Kayes
Plates-formes Multifonctionnelles	Mopti
PNIR (ACAS)	Gao
PNUD	Bamako
PRODECA (ACAS, GARI)	Gao
Programme d'Appui au Développement Décentralisé de Kidal (PADDECK)	Kidal
Projet d'Appui à la promotion des Femmes et à l'Allègement de la Pauvreté (PAPF-AP)	Mopti, Sikasso, Kkoro
Projet de Développement Intégré/Maison Evangélique Luthérienne (PDJ/MELM)	Mopti
Projet de développement Rural Intégré de la Plaine de Sauné (PDRIS)	Tombouctou
Projet de l'Alphabétisation dans la Région de Kayes (PADRK)	Kayes
Projet de la Réduction de la Pauvreté (PRP)	Kayes, Kkoro
PROMAVI/RENFORD	Ségou
Réhabilitation de l'Environnement et Sécurité Alimentaire (RESA)	Mopti
RESA	Mopti
SABA	Mopti
Sahel 21	Kkoro
SEAD	Gao
SLACAER	Ségou
SNV-Mali	Bko
Solidarité Union Coopération (SUCO)	Mopti
Stop Sahel	Kkoro, Kayes
Suco International	Mopti, Ségou
TASSADHT	Gao
Teriya Mali Bougival	Sikasso

Terres des hommes (Allemagne)	Bko
Terres des hommes (Luxembourg)	Ségou
Terre-humanisme	Gao
Tinbuctu Men Vocational Training (TMVT)	Tombouctou
UNESCO	Bko
UNICEF	Bamako
US-AID	Ségou
US-DOL	Ségou
VADR	Ségou
Voisins mondiaux	Ségou
Winrock International	Ségou
World Education	koutiala
WORLD-VISION	Mopti, Ségou
YAGTU	Mopti
YEREDEME	Mopti

ANNEXE VI :

RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

Considérant l'intérêt que l'Etat accorde au sous-secteur de l'Education Non Formelle,

Considérant que cela ressort dans les grandes orientations de la politique éducative du mali,

Au regard de ce qui précède et de l'analyse de la situation et des difficultés constatées au niveau du sous-secteur,

Le séminaire national de Bilan / Programmation de l'Education Non Formelle tenu dans les locaux du Centre National des ressources de l'Education Non Formelle les 21, 22, 23, 24 mars 2005 recommande de :

- Créer un fonds d'appui à l'éducation non formelle, condition sine-qua-non pour assurer une réelle promotion du sous secteur et garantir une meilleure atteinte des objectifs à tous les niveaux ;
- Créer des cadres de concertation des intervenants (Administration, Structures Déconcentrées, Société Civile, Collectivité Territoriale, PTF) de l'Education Non Formelle au niveau régional et local avant août 2005 ;
- Organiser des rencontres annuelles de concertation des intervenants au niveau local et régional ;
- Mener une réflexion approfondie sur le statut et les modalités de sécurisation de l'emploi des éducateurs CED avant décembre 2005 ;
- Assurer effectivement le suivi-évaluation des activités de la supervision de l'éducation non formelle ;
- Amener les élus à œuvrer pour une meilleure prise en charge du fonctionnement de l'éducation non formelle ;
- Entreprendre la mobilisation des différents partenaires en vue de leur implication dans la prise en charge de la formation qualifiante des apprenants finalistes des CED et leur insertion socio-économique avant le 31 décembre 2005.

Bamako le 24 mars 2005

Le séminaire.

ANNEXE VII :

Motion des Maires AU GOUVERNEMENT MALIEN

Le collectif des maires participants au séminaire national Bilan/ Programmation de l'Education Non Formelle tenue les 21, 22, 23 et 24 mars 2005 dans les locaux du Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle (CNR-ENF) à Bamako.

Remercie le département pour la tenue de ce séminaire et la participation des élus aux travaux.

Considérant que l'Education Non Formelle est un instrument efficace de lutte contre la pauvreté et de développement des communautés, les élus demandent l'accompagnement technique et le transfert effectifs des ressources nécessaires et la mise en œuvre des activités y afférentes.

Bamako, le 24 mars 2005

Le Collectif des maires à l'atelier.

ANNEXE VIII :

MOTIONS DE REMERCIEMENT AUX PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Les participants au séminaire national de bilan -programmation sur l'éducation non formelle, tenu du 21 au 24 mars 2005 à Bamako, adressent leurs remerciements :

- **à l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers pour leur accompagnement du gouvernement malien dans sa lutte quotidienne contre l'analphabétisme,**
- **et plus particulièrement à la Coopération Pays-Bas/Suède et à l'UNESCO pour leur appui financier à la tenue de ce séminaire.**

Fait à Bamako le 24 mars 2005

Le Séminaire

ANNEXE IX :

Discours du représentant du Ministre de l'Education Nationale à l'occasion l'ouverture des travaux du séminaire de bilan-programmation de l'éducation non formelle ; 21 MARS 2005

*Mesdames Messieurs les Directeurs Nationaux des services centraux et rattachés
du Département de l'Education Nationale;*

*Mesdames Messieurs les représentants de la Coopération bilatérale ; multi-
latérale et des organisations sous-régionales et internationales accréditées au
Mali;*

*Mesdames Messieurs les membres du comité d'orientation du Centre National
des Ressources de l'Education non Formelle;*

Mesdames Messieurs les représentants de la société civile;

Mesdames Messieurs les participants;

Le présent séminaire de bilan-programmation de l'Education non Formelle de l'année 2004 se tient cette année dans un contexte marqué par un développement de l'offre éducative non formelle grâce à l'ouverture de nouveaux CED, une implication plus accrue des partenaires de la société civile à travers la formation, le suivi et l'encadrement des communautés, une responsabilisation et une participation des élus face au sous secteur...

La liste des facteurs positifs est loin d'être terminée.

En effet, la tenue de ce cadre nous permet d'évaluer le chemin parcouru en faisant l'état actuel de l'éducation non formelle au niveau régional et national, et pour dégager les perspectives.

Mesdames, Messieurs,

L'éducation non formelle est un système éducatif qui concerne de plus en plus les publics de différents milieux, car l'analphabétisme n'est pas seulement propre aux seuls ruraux.

Elle demeure une porte ouverte pour permettre aux acteurs de mieux participer au développement et ce, grâce à des offres de services comme les formations thématiques en post-alphabétisation, la formation professionnelle des néo-alphabètes et des finalistes des CED, le transfert de compétences et de responsabilités aux élus locaux et autres partenaires du développement à la base.

C'est pourquoi, il est important de souligner que l'éducation non formelle constitue une voie crédible pour contribuer au démarrage du développement socio-économique de notre pays.

C'est pourquoi aussi l'éducation non formelle est une question nationale, qui interpelle plusieurs départements ministériels, les partenaires techniques et financiers, la société civile.

Mesdames, Messieurs,

J'exhorte les Directeurs des Académies d'Enseignement, les Directeurs des Centres d'Animation Pédagogique, les ONG et tous les acteurs évoluant sur le terrain, à suivre avec la même attention et le même intérêt le sous-secteur de l'éducation non formelle et à faire bon usage des outils qui seront bientôt mis à leur disposition, et pour l'utilisation desquels ils recevront la formation nécessaire.

Sa réussite ne dépendra que de votre engagement et de votre investissement personnel.

Mesdames, Messieurs;

En ce qui concerne quelques grands défis à relever dans le secteur de l'éducation non formelle, il est important de souligner aussi l'importance d'une politique propre et dont l'élaboration est en cours pour fixer les grandes orientations et les grands axes.

D'autre part, face à l'épineuse question de la collecte et du traitement des données, le département, à travers les CNR-ENF, la CPS et avec l'appui des PTF, vient de se doter d'outils adéquats pour trouver la solution à une meilleure organisation du suivi.

En outre, des actions sont en cours pour réviser les manuels et guides pour l'alphabétisation des adultes hommes et femmes dans les langues nationales du Maïï; cette révision accordera une place de choix à l'intégration des compétences de vie courante pour une meilleure prise en compte des besoins éducatifs des communautés et pour une amélioration notoire des offres de service.

Mesdames, Messieurs;

En parlant de la qualité, permettez-moi de me référer au dernier rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous de 2005.

En effet, nous devons aujourd'hui concentrer nos efforts sur la qualité, car il semble très probable que la réalisation de la participation universelle à l'éducation dépendra fondamentalement de la qualité de l'éducation disponible.

Par exemple, la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves du fondamental et du non formel et la qualité de ce qu'ils apprennent ont un impact crucial sur la durée de leur scolarité en ce qui concerne les élèves, et sur la motivation des parents à envoyer leurs enfants au CED et à les y maintenir.

Mesdames, Messieurs;

De Jomtien à Dakar, la qualité de l'éducation n'a cessé d'être au centre des préoccupations.

Si en 1990, à Jomtien, la déclaration a considéré la qualité comme une condition préalable de la réalisation de l'équité, dix ans plus tard, le cadre

d'action de Dakar a déclaré que l'accès à une éducation de qualité était un droit pour chaque enfant.

Il a été souligné que la qualité était au « cœur » de l'éducation », un déterminant fondamental de la scolarisation de la rétention et des acquis.

Mesdames, Messieurs;

L'éducation non formelle, soucieuse de la qualité, garante d'une plus grande mobilisation et participation de ses différents publics, n'est pas restée en marge des innovations et des grands sommets mondiaux sur l'éducation.

Les CONFINTEA I à V, le cadre d'action de Dakar, la participation aux différents fora..., en constituent des illustrations.

Mesdames, Messieurs;

Pendant quatre jours, vous êtes appelés à faire un bilan actualisé de l'éducation non formelle pour relever le défi de la fiabilité des indicateurs, pour avoir une assez bonne visibilité de toutes les actions entreprises dans le le sous secteur.

Mesdames, Messieurs;

Je fais foi en la qualité et en l'expérience des participants à ce séminaire, et je vous exhorte à produire un document de qualité et à trouver les réponses idoines aux questions clés qui seront débattues au cours des travaux.

Sur ce, je déclare ouverts les travaux du séminaire de bilan -programmation de l'éducation non formelle.

Je vous remercie

ANNEXE X

CLOTURE DES TRAVAUX DU SEMINAIRE BILAN/PROGRAMMATION DE L'EDUCATION NON FORMELLE DU 24 MARS 2005 : DISCOURS DU REPRESENTANT DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE.

Messieurs les Maires,
Mesdames, Messieurs les Directeurs Nationaux des Services Centraux et rattachés du département de l'Education Nationale ;

Messieurs les Directeurs des AE,
Mesdames, Messieurs les Représentants de la Coopération Bilatérale, Multilatérale et des Organisations sous-régionales et Internationales accréditées au Mali ;

Messieurs les représentants des coordinations régionales des ONG,
Mesdames, Messieurs les membres du Comité d'Orientation du Centre Nationale des ressources de l'Education Non Formelle ;

Mesdames, Messieurs les Représentants de la Société Civile ;

Mesdames, Messieurs les Participants ;

Nous voilà au terme du séminaire national de Bilan/Programmation de l'Education Non Formelle

Le Ministre de l'Education Nationale me charge de vous adressez toutes ses félicitations et ses sincères remerciements.

Au cours de ce séminaire chaque Académie d'Enseignement a fait l'état des lieux de l'ENF, identifié les difficultés et fait des projections dans l'avenir.

Au cours des travaux qui ont été organisés en ateliers et en séances plénières, des échanges fructueux sur les questions clés du sous-secteur ont permis de faire le diagnostic de l'Education Non Formelle.

Pendant ces journées d'intenses réflexions, vous avez touché du doigt les maux qui minent l'ENF, analysé les facteurs qui sont à l'origine de ces maux, et proposé des actions à entreprendre dès cette année, à savoir :

- l'implication plus grande des acteurs à la base dans la mise en œuvre de l'ENF ;
- l'accélération des procédures de décaissement ;
- l'appui de l'Etat à la prise en charge des éducateurs ;
- la préparation de la phase de la formation qualifiante des finalistes des CED dont les premières cohortes encadrées sur financement du PISE sortiront en 2006.

Il urge d'entamer cette phase de la formation pratique dans les différents corps de métiers, phase qui demeure la substance essentielle déterminant la création des CED : elle permet réellement de former des acteurs qualifiés et compétents pour participer au développement de façon concrète et durable.

Je voudrais ici lancer un appel «à mobilisation » à tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des CED : services techniques du département, société civile, élus communaux, communautés, PTF, pour faire du CED une vitrine locale permettant de résoudre des questions de la formation et de l'emploi des jeunes, voire de la qualification des ressources humaines sans lesquelles, il est impossible de réussir le progrès social et économique.

Mesdames, Messieurs,
Chers participants ;

Vous sortez de ce séminaire mieux outillés pour réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés en 2005 dans le domaine de l'Education Non Formelle. Ensemble unis, nous vaincrons l'analphabétisme sous toutes ses formes.

En vous souhaitant bon retour dans vos foyers respectifs, je déclare clos les travaux du séminaire de Bilan/Programmation sur l'Education Non Formelle.

Je vous remercie.

ANNEXE XI

TERMES DE REFERENCE POUR LA TENUE DU SEMINAIRE DE BILAN PROGRAMMATION SUR L'EDUCATION NON FORMELLE

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le bilan national 2004 des activités de l'éducation non formelle se tient dans le contexte de la capitalisation et de la centralisation des données sur le secteur éducatif non formel.

En effet, les ateliers régionaux de bilan ont permis de faire la synthèse au niveau de chaque Académie d'enseignement et de produire des rapports de bilan.

L'atelier national de bilan programmation constitue une phase finale pour établir un bilan exhaustif de toutes ces données pour faire ressortir les tendances différentes quant à l'accès, à l'équité, à la qualité notamment et pour disposer d'indicateurs qui reflètent la réalité de terrain, et ce, en dépit des insuffisances et des difficultés liées à la collecte de données, et à la mobilisation des partenaires pour participer aux ateliers régionaux.

Le séminaire national de bilan constitue, somme toute, un espace de rencontre et d'échange sur les programmes des différents intervenants, un espace de partenariat pour renforcer et appuyer les actions entreprises, pour valider les expériences novatrices, et surtout pour capitaliser les acquis.

Objectifs :

- Faire la synthèse nationale des activités de l'éducation non formelle ;
- Capitaliser les acquis dans le sous secteur ;
- Identifier les problèmes, les difficultés et les contraintes ;
- Dégager les perspectives.

Durée : 4 jours

Période : 21 - 24 mars 2005

Participants :

Cabinet MEN, Cadres des services techniques du département de l'Education Nationale (CNR-ENF, DNEB, CNE, CPS ILAB), Académies d'Enseignement, Coordinations régionales des ONG et Associations impliquées en éducation non formelle, Maires, membre du Comité d'orientation du CNR-ENF, PTF, Programmes nationaux, ONG internationales.

QUALITE DES PARTICIPANTS :

- **Responsable national.....1**
- **Superviseur1**
- **Animateurs6**
- **Participants résidents.....60**
- **Participants non résidents47**
- **Personnel de soutien résident.....20**
- **Personnel de soutien non résident.....12**

NOMBRE TOTAL DE PARTICIPANTS : 147

ANNEXE XII

9h-9h15 : Lecture du programme de la cérémonie d'ouverture ;
(Dr. Diélimakan DIABATE, CNR-ENF)
Discours de bienvenue du Directeur du CNR-ENF
Discours d'ouverture du ministre de l'éducation nationale
Suspension de séance

9h15-9h45h : Pause- café

9h45- 10h05 : Mise en place du bureau (Président, vice -président,
rapporteurs(général et adjoint)
Examen/Adoption du programme de travail
Conditions de prise en charge (Par la Commission
d'organisation)
Présentation des participants

10H 05-10h 35 : Présentation du bilan- programmation du CNR-ENF
(Sékou BOIRE, CNR-ENF)

10h35-11h 00 : Présentation du bilan- programmation de la DNEB
(Fadiala KAMISSOKO, DNEB)

11h - 11h 30 : Débats sur les présentations du CNR-ENF et de la DNEB

11h30-12h00 : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Kayes

12h-12h30: Présentation du bilan- programmation de l'AE de Kita

12H30-13H : DEBATS SUR LES PRESENTATIONS DES AE DE LA REGION DE KAYES

13h 05- 14h : Pause - déjeuner

14h -14h30 : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Koulikoro

14h30-15h : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Kati

**15H-15H30 : DEBATS SUR LES PRESENTATIONS DES AE DE LA REGION DE
KOULIKORO**

15h30-16h : Présentation du bilan- programmation de l'AE RD/BKO

16H-16h30 : Présentation du bilan- programmation de l'AE RG/BKO

16h30-17h :Débats sur les présentations des AE du District de Bamako

9h-9h 30 : Lecture du rapport de la veille

9h30-10h : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Sikasso

10h-10h30 : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Koutiala
10h30-11h : PAUSE-CAFE

11 H – 11H30: DEBATS SUR LES PRESENTATIONS DES AE DE LA REGION DE SIKASSO

11h-30-12h00 : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Ségou

12h-12h-30 : Présentation du bilan- programmation de l'AE de San

12H-12H30 : DEBATS SUR LES PRESENTATIONS DES AE DE LA REGION DE SEGOU

12h30-13h : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Mopti

13h-14h : Pause déjeuner

14h-14h30 : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Douentza

14H30 15H : DEBATS SUR LES PRESENTATIONS DES AE DE LA REGION DE MOPTI

15h-15h30 : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Tombouctou

15h30-16h : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Kidal

16h-16h 30 : Présentation du bilan- programmation de l'AE de Gao

16H30 – 17H : DEBATS SUR LES PRESENTATIONS DES AE DES REGIONS DE TOMBOUTOU, KIDAL ET GAO



9h-9h10 : Lecture du rapport de la veille

9h10 –9h20 : Constitution des groupes pour les travaux d'atelier sur les
questions clés : (les groupes I et II travailleront sur les
mêmes questions clés)

9h20-11h20 : Travaux de groupe sur les questions clés :

□ *Groupe I : Salle de conférence, CNR-ENF (1^{er} étage)*

44	Elmélidi Ag	Hamaty	SG/APCMM	SG
45	Adama	Traoré	APCMM	S/C l'organisation
46	Mamadou	Diaby	CED Kayes	Chargé CED
47	Hamidou	Kanoué	CNR-ENF	Chargé de format.
48	Mamadou	Coulibaly	DNEB	Chef Sect. Alpha.
49	Boubacar	Mangara	CR-ONG Kkoro	Coordinateur
50	Zana	Sanogo	AE Sikasso	Chef Sect. CED
51	Baye Ag	Banane	AE Kidal	Chargé CAF
52	Rhaly Ag	Ibrahim	AE Kidal	Chef Div.
53	Attaher Ag	Sidalanin	Maire Kidal	2è Adj. Kidal
54	Attaher Ag	Adahy	AE Gao	Chargé CAF
55	Alassane	Moutiary	AE Gao	Chargé CED
56	Moussa	Izétiegouma	AE Tomb.	Chargé CED
57	Ousmane	Sow	AE Mopti	Chef Sect. CED
58	Mahamane	Boury	CCA/ONG	Membre C.O.
59	Inazoum	Yattara	AE Tbouc.	Chef SAF (CAF)
60	Mamoutou	Coulibaly	Fond. Stromune	Resp. Education
61	Safiathou Walett	Mahmoud	CNR-ENF	Formatrice
62	Sogoba Aminata	Diallo	CNR-ENF	Formatrice
63	Kéita Fatoumata	Sylla	CNR-ENF	Formatrice
64	Sylla Kadidiatou	Dolo	DNEB	Chef Sect Alpha.
65	Henda	Mangassouba	CNR-ENF	Formatrice
66	Diassé	Conaré	CNR-ENF	Cellule Partenariat
67	Mamadou	Traoré	GP/EB	Président
68	Ibrahima	Kanté	CNR-ENF	Chef du Personnel

N°	Noms et Prénoms		Structures	Fonctions
69	Mamadou	Kéita	DNEB	Chef Div. CED
70	Soumana	Kané	CNR-ENF	Chef de Cellule
71	Ouandé	Soumaré	CNR-ENF	Chef de Cellule
72	Oumar	Bagayoko	CNMU Chef-Div.	Chef Div.
73	Lamot	Edouart	UNESCO	UNESCO
74	Mary Luce Faux	Niada	Coop. Suisse	Coop. Suisse
75	Moussa	Macalou	MEFP - CT	C.T.
76	Salah	Sow	Chargé Educat.	Chargé Educat.
77	Traoré Kadidia	Cissé	CNR-ENF	Formatrice
78	Aly Alassane	Fané	Maire Gao	Maire C.U. GAO
79	Sandrine	Marouteix	Aide et Action ONG	Chargée ONG
80	Sékou	Traoré	CPS	Chargé Collecte
81	K. Edmond	Dembélé	Chercheur MEN	Chercheur
82	Bagayoko Kadiatou	Coulibaly	CNR-ENF	Resp. Prog. Projet.
83	Adama	Marico	CNR-ENF	Illustrateur
84	Lamine	Koné	CNR-ENF	Formateur
85	Santigai	Coiré	Enda-Tiers Monde	
86	Abou Idrissa	Diakité	Chamb. Commerce	C.O
87	Togo Kadidia	Guindo	CNR-ENF	Formatrice
88	Gaoussou	Kéita	AE Kati	Chargé CED
89	Niazan	Dembélé	AE Kkoro	Chargé CED

90	Amadou	Bah	Association Abdoul B.	Chargé Alpha.
91	Coumba	Doumbia	ONG/IADS	ONG/IADS
92	Yamoussa	Kanta	DAE/ Kati	DAE
93	Yacouba	Mété	FLASH	FASH
94	Boubou	Bathily	Promotion F.	Promotion F.
95	Amadou	Sanogo	CNR-ENF	Illustrateur
96	Diarra Mariam	Traoré	CNR-ENF	Formatrice
97	Kaba	Diouara	CNR-ENF	Formateur
98	Lamine	Dembélé	CNE	Formateur
99	Mansha	Camara	CNR-ENF	Illustrateur
100	Yacouba	Ballo	CNR-ENF	Formateur
101	Abdoulaye	Seck	CNR-ENF	Radio Educ
102	Sidi Dramane	Coulibaly	CNR-ENF	Radio Educ
103	Marcelin	Diarra	CNR-ENF	Radio Educ
104	Youssouf B.	Maïga	CNR-ENF	Formateur

105	Moussa	Sacko	CNR-ENF	Formateur
106	Zoumana	Koné	AMADICO-J4	Président
107	Coulibaly Sira	Tamboura	CNR-ENF	Formateur
108	Tiéoulé	Diarra	CPS/MEN	Chef Sect.
109	Gouro	Diall	C.T/MEN	Conseil.Tech.MEN
110	Ngolo	Konaté	DAE Kayes	DAE
111	Djiré Mariam	Diallo	Mairie C.III	4è Adjoint Maire
112	Boniface	Diarra	ILAB	Participant
113	Ngolo	Coulibaly	ILAB	DG ILAB
114	Diélimakan	Diabaté	CNR-ENF	Formateur
115	Sacko Aïssata	Nayeté	CNR-ENF	Formatrice
116	Patrice	Togo	CNR-ENF	Formateur
117	Hamadoun	Tamboura	CNE	Formateur
118	Sékou	BOIRE	CNR-ENF	Chef de cell.
119	Nouhoum	DIAKITE	CNR-ENF	Partenariat
120	Ouandé	SOUMARE	CNR-ENF	Directeur GENERAL.
121	Kadiatou	SAMAKE	CNR-ENF	Chef de cell. Priorité
122	Giséle	KONE	CNR-ENF	Fem.
123	Coumba	DIARRA	CNR-ENF	Secrétaire
124	Mariam	DIARRA	CNR-ENF	Secrétaire
125	Samballa	SISSOKO	CNR-ENF	Secrétaire
				Standardiste
				Ronéotypiste